

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Pierre LORRAIN. — URSS : après le plénum de septembre.....	1
Pierre RIGOULOT. — Renouveau du nationalisme balte : la Lituanie.....	4
Georges DUPOY. — Le PC chilien après le référendum.....	7
Branko LAZITCH. — Le communisme yougoslave à la croisée des chemins.....	9
Guy BARBIER. — Les communistes et le « socialisme » algérien.....	13
Claude HARMEL. — Les élections cantonales en France : le commentaire communiste.....	15
— Le PCF et les élections législatives.....	16
PORTRAIT	
P.L. — V.A. Medvedev.....	18
LE POINT DE VUE D'EST & OUEST	
Avec les communistes, ne jamais payer d'avance !.....	19
CHRONIQUES	
B.L. — Les non-alignés reprennent la parole.....	22
René MILON. — Toujours l'histoire officielle en URSS.....	23

C.H. — La falsification des statistiques en pays socialiste.....	24
---	----

NOTES ET INFORMATIONS

Plutôt l'enfer que le paradis socialiste.....	8
Football : professionnalisme à la soviétique.....	27
Non, le KGB n'est pas au régime.....	27
La collectivisation des terres au Vietnam.....	27
Socialisme = alcoolisme.....	28
Comportement colonialiste de Cuba en Angola.....	29
Chine : l'homme, le capital le plus précieux ?... ..	29
L'URSS et l'apartheid sud-africain.....	29
Le « racket » postal organisé.....	30
Niveau de vie : une comparaison entre Tchécoslovaquie et Autriche.....	30
Désinformation : à nouveau l'arme ethnique	30
Le PCF toujours dans les petits papiers du Kremlin.....	31

LIVRES

Denis LECORBENOIS. — Les enfants de Lénine et du rock.....	32
---	----

URSS : APRÈS LE PLÉNUM DE SEPTEMBRE

Le plénum du Comité central du 30 septembre dernier n'a pas contribué, c'est le moins que l'on puisse dire, à clarifier la vision que l'on peut se faire, à l'ouest, de la situation du pouvoir à Moscou.

La thèse selon laquelle M. Gorbatchev, en se débarrassant de la « vieille garde conservatrice », aurait augmenté à la fois son pouvoir et les chances de réussite de la « perestroïka », n'est pas plus défendable que l'idée inverse. Certes, Andreï Gromyko et Mikhaïl Solomentsev qui passaient pour des « adversaires des réformes » ont été mis à la retraite, mais ils étaient les doyens du Bureau politique, avec respectivement 79 et 74 ans. Comble de l'absurde, les mêmes commentateurs qui expliquent à longueur de colonnes que Gorbatchev veut tirer le pays de la « stagnation » brejné-

vienne, s'étonnent aujourd'hui que ne soit pas respecté le principe brejnévien selon lequel un dirigeant restait en fonction jusqu'à sa mort.

Il convient, pour ajouter un peu à la confusion, de verser un nouvel élément au dossier. La « Pravda » du 2 octobre dernier publie la photo de la tribune du Soviet suprême lors de la session extraordinaire qui s'est tenue le 1^{er} octobre, le lendemain du plénum. Il est intéressant de comparer cette photo avec celle de la même tribune lors de la précédente session, le 24 mai 1988 (« Pravda », 25 mai 1988).

Derrière la longue table du Président de séance et de ses assesseurs, il y a trois rangées de bancs en gradins séparées par un couloir central. Chaque banc comporte dix places, cinq de chaque côté de la travée. C'est là que s'installe la direction du

Parti (Bureau politique et secrétariat) au grand complet. La place de chacun est fixée suivant l'ordre hiérarchique, selon un protocole très strict. Les personnalités les plus importantes s'installent dans la première rangée, à gauche du couloir central (vu de la salle). Viennent ensuite, par ordre d'importance décroissante, la deuxième et la troisième rangées, à gauche, puis la première, deuxième et troisième rangées à droite.

Ainsi, la place la plus importante est celle du Secrétaire général, sur la partie gauche de la première rangée, immédiatement à côté du couloir central. La moins importante se trouve à l'extrême droite de la troisième rangée.

Par ailleurs, chaque rangée correspond à un rang bien défini. S'il arrive que des places restent libres dans une rangée, les personnalités assises derrière se gardent bien de les occuper. Sur le banc de gauche du premier rang, prennent place traditionnellement le Secrétaire général, le Président du Présidium du Soviet suprême, le Président du conseil des ministres et le numéro deux du Parti. Mais il est arrivé que s'y installent des personnalités n'occupant aucun de ces postes. En 1983 et 1984, ce fut notamment le cas du ministre de la Défense, Dmitri Oustinov et d'Andrei Gromyko avant qu'il ne devienne chef de l'Etat.

Le 24 mai, les places de la partie gauche étaient occupées comme suit :

1^{re} rangée : Gorbatchev, Gromyko, Ryjkov et Ligatchev (cinquième fauteuil vide).

2^e rangée : Solomentsev, Zaïkov, Voronitkov, Tchebrikov et Chevardnadze.

3^e rangée : Iakovlev, Slioukov, Nikonov, Dolguikh et Chtcherbitski.

Le 1^{er} octobre, la répartition n'avait subi que très peu de changements :

1^{re} rangée : Gorbatchev, Gromyko, Ryjkov et Ligatchev (cinquième fauteuil vide).

2^e rangée : Zaïkov, Vorotnikov, Tchebrikov et Chevardnadze (cinquième fauteuil vide).

3^e rangée : Slioukov, Iakovlev, Nikonov, Medvedev et Chtcherbitski.

On constate immédiatement que Solomentsev et Dolguikh, mis à la retraite la veille par le plénum, ne sont plus là. Au troisième rang, Dolguikh a été remplacé par le nouveau promu au Bureau politique, Vadim Medvedev, qui prend en charge les problèmes idéologiques (en mai, Medvedev était assis dans la deuxième rangée de l'autre côté du couloir central). Personne, en revanche, n'a remplacé Solomentsev au deuxième rang.

Gromyko, lui, demeure à côté de Gorbatchev : malgré son départ du Bureau politique, il était encore chef de l'Etat en titre au moment de l'ouverture de la session.

Quant à Iegor Ligatchev, malgré la perte des

départements idéologiques et sa nomination à la tête de la Commission pour la politique agraire, il occupe toujours la place de numéro deux du Parti.

Lors de la dernière session du Soviet suprême, fin octobre, trois places seulement étaient occupées au premier rang : celle qui revient de droit au chef de l'Etat (poste occupé maintenant par Gorbatchev) était vide et séparait Ryjkov de Ligatchev.

En réalité, cette approche « protocolaire » contribue à dissiper quelques points d'ombre. Elle permet en tout cas de constater que le plénum est loin d'avoir produit dans la hiérarchie du Kremlin les effets cataclysmiques que l'on s'est plu à évoquer dans certaine presse.

*
**

Une autre approche consiste non pas à regarder les mouvements de personnel, mais à analyser les changements structurels décidés par le plénum à la lumière de la logique « légaliste » prônée par Gorbatchev.

La principale décision du plénum, conforme aux résultats de la Conférence nationale de juin, a été la réorganisation de l'appareil du Comité central. Les départements qui servaient à superviser l'appareil gouvernemental et les différents niveaux de l'activité économique du pays sont ou démantelés, ou regroupés en sept grandes commissions, présidées chacune par un secrétaire du Comité central. Six sont officielles : juridique (Tchebrikov), idéologique (Medvedev), internationale (Iakovlev), agraire (Ligatchev), économique et sociale (Slioukov) et d'organisation du travail du Parti (Razoumovski). La septième commission est informelle et s'occupe de l'industrie de Défense (Zaïkov, Baklanov). La réforme s'accompagne d'une diminution de moitié des effectifs de l'appareil du Parti qui faisait double emploi avec celui du gouvernement. La structure de direction et de supervision était aussi lourde que celle d'exécution.

La nouvelle structure du comité central est destinée à diriger l'appareil gouvernemental, non à se substituer à lui. Cela ne suppose pas une plus grande liberté de manœuvre du gouvernement, mais une plus grande interpénétration entre les organisations du Parti et celles de l'Etat. Le rôle dirigeant du Parti se trouve réaffirmé par le cumul par Gorbatchev des postes de secrétaire général et de chef de l'Etat. Ce cumul va d'ailleurs être généralisé à tous les niveaux de la hiérarchie administrative du pays : le secrétaire du Parti à chaque niveau deviendra le président du soviet de niveau équivalent. La fédération de Russie (RSFSR) a été la première à montrer l'exemple dans la semaine suivant le plénum : Vitali Vorotnikov, membre du Bureau politique, qui occupait le poste de président du conseil des ministres de la république russe, a été nommé président du Présidium du Soviet suprême de RSFSR et rem-

(1) A la session du Soviet Suprême qui s'est ouverte fin octobre, cette disposition n'a pas changé.

placé à la tête du gouvernement par Alexandre Vlassov, précédemment ministre de l'Intérieur d'URSS, qui vient d'entrer au Bureau politique comme suppléant. Contrairement aux quatorze autres républiques fédérées qui disposent chacune d'une organisation républicaine du Parti (PC d'Ukraine, de Biélorussie, etc.), avec un premier secrétaire républicain à sa tête, la RSFSR dépend directement du PC d'Union soviétique. Il est vraisemblable que M. Vorotnikov jouait au Bureau politique le rôle d'un premier secrétaire informel pour la RSFSR. Il continue à exercer ces fonctions, qui vont désormais de pair avec celles de président de la république russe.

*
**

La réorganisation s'inscrit parfaitement dans le cadre de la réforme constitutionnelle prévue par la Conférence devant laquelle Gorbatchev a beaucoup insisté sur la nécessité d'instaurer en URSS un « *Etat socialiste de droit* ». Cette phrase a soulevé l'espoir dans tous les pays où l'on croit que la Loi est toujours une arme efficace contre l'arbitraire et où l'on imagine, à tort, que les mots importants sont « *Etat de droit* ». En réalité, les mots importants sont « *Etat socialiste* ».

L'expression fait clairement référence à la ligne politique de « *renforcement de la légalité socialiste* » qui est suivie depuis près de trente ans et qui a fait passer progressivement l'ensemble du système juridique soviétique d'une situation d'arbitraire à une situation formelle de respect de la loi selon le principe « *nullum crimen sine lege* » (2).

Le but de la réforme n'est pas de faire disparaître le pouvoir du Parti, mais au contraire de le renforcer. Pour Gorbatchev, l'efficacité économique implique la réduction de la bureaucratie et la fin du système de double administration entre l'appareil du Parti et celui du gouvernement. Si les relations entre le P.C. U.S. et l'administration sont clairement fixées dans le cadre de la « *légalité socialiste* », le Parti peut assumer son rôle directif en coiffant directement l'administration de l'Etat et les soviets locaux. Cela explique le cumul des

postes de secrétaire et de président du soviet à chaque échelon de la hiérarchie. En réalité, la réorganisation implique la prise de contrôle directe de l'administration par le Parti. Avec ses sept commissions dirigées par un président qui est en même temps membre du Politburo, le secrétariat du Comité central constitue plus que jamais un super-gouvernement.

L'argument selon lequel la réorganisation de l'appareil du Comité central allait diminuer l'importance du Parti parce que ce dernier n'aurait plus assez de fonctionnaires pour contrôler tout le pays ne tient pas. Cela supposerait qu'il y ait une réelle différence entre les fonctionnaires du Parti et ceux de l'Etat. En réalité, ils sont tout à fait interchangeables, comme le montrent la plupart des carrières des « *apparatchiki* » qui sautent allègrement de ministère en département du Comité central au fil de leurs affectations.

En fait, l'ancienne structure de double commande ne s'expliquait pas par une particulière défiance du Parti à l'égard des fonctionnaires d'Etat, mais simplement par la volonté de respecter la lettre des textes législatifs. Pour que les décisions du Parti aient une valeur légale, elles doivent être proposées, adoptées et mises en application par des organisations d'Etat (3). En réalité, il n'y avait pas un contrôleur du Parti derrière chaque fonctionnaire du gouvernement ou des Soviets, mais plutôt un exécutant « *prête-nom* » à côté de chaque fonctionnaire du Parti.

La réforme constitutionnelle doit permettre la fusion partielle des deux administrations et une répartition verticale et non plus horizontale des tâches entre décideurs et exécutants. Cela peut (peut-être) accroître l'efficacité du système, mais certainement pas le changer.

Pierre LORRAIN

(2) Cf. notre article « La réforme constitutionnelle gorbatchévienne, point culminant de la perestroïka », « Est & Ouest », septembre 1988.
(3) Dans la presse soviétique, par exemple, les décisions du Comité central du Parti sont toujours présentées comme émanant du « *Comité central du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS* ».

Erratum

Dans le tableau des instances dirigeantes du PCUS après le plénum du 30 septembre 1988, publié en page 6 de notre numéro 58 (octobre 1988), Vitali Vorotnikov est donné comme « *président du soviet suprême* », sans plus. En réalité, il est maintenant le président du soviet suprême de la RSFSR.

Il convient en outre d'ajouter, sur la liste des membres titulaires du bureau politique, après le nom de Mikhaïl Gorbatchev, celui d'Edouard Chevardnadze, né en 1928, entré au BP en 1985 et nommé ministre des affaires étrangères également en 1985.

CHRISTIAN JELEN

HITLER
OU
STALINE

Le prix de la paix

FLAMMARION

RENOUVEAU DU NATIONALISME DANS LES PAYS BALTES

III. LA LITHUANIE

En Lituanie, le mouvement nationaliste antisoviétique est aussi ancien que l'invasion du pays par l'Armée rouge. Des partisans ont d'abord lutté les armes à la main contre les troupes soviétiques d'occupation. Et il fallut bien huit ans de répression féroce, dans une région qui ne se prête pourtant pas à la guérilla, pour en venir à bout.

Quelques années plus tard, le mouvement resurgit de ses cendres sous d'autres formes et en 1972 paraissait en « samizdat » le premier numéro de la *Chronique de l'Église catholique lithuanienne*, une publication toujours bien vivante aujourd'hui.

Les nationalistes organisés étaient toutefois encore bien minoritaires, même si, à la fin des années 70, on comptait en Lituanie plus de « samizdats » par tête d'habitant que dans toute autre république soviétique.

En 1988, les quelques centaines d'opposants d'alors ne sont plus isolés. A la faveur de la « perestroïka », les intellectuels d'abord, une large part de la population ensuite, se manifestent peu à peu ouvertement contre les aspects les plus criants de la présence soviétique. Depuis octobre 1986, on peut voir se développer l'exigence d'une réévaluation fondamentale de l'histoire et de la culture lithuanienne, dans leur rapport avec l'Etat soviétique surtout. En avril 1987, paraissent les premières demandes de publication des protocoles secrets du pacte germano-soviétique. Quatre mois plus tard, la commémoration du pacte par plusieurs dizaines de milliers de personnes prend à dépourvu les autorités communistes locales.

Face à cette évidente montée des sentiments nationalistes, le PC lithuanien ne fit d'abord pas preuve d'une grande imagination tactique. Tout en se ralliant formellement à la « perestroïka », il s'en tint à des critiques le plus souvent générales à l'égard du passé. Et parmi les changements d'homme à sa direction, décidés lors du 10^{ème} plénum de son Comité Central, le 26 janvier 1988, on retint surtout l'entrée d'un second Russe au Bureau politique : Vladimir Berezov, secrétaire à l'organisation, venant renforcer Nicolas Mitkin, le patron occulte du Parti, qui occupe, comme c'est l'usage, le poste de deuxième secrétaire.

La mention, dans la résolution de ce plénum, de l'insuffisance en milieu scolaire de l'éducation athéiste et internationaliste, indique clairement que le Parti commençait sérieusement à se préoccuper du développement des sentiments nationalistes dans la population. Interprétant à sa manière le mot d'ordre de « glasnost », la presse officielle, qui avait jusque-là superbement ignoré les « samizdats », tira à boulets rouges sur la *Chronique de l'Église catholique lithuanienne* et sur les dissidents religieux les plus connus, comme la sœur Nijole Sadunaite ou le Père Alphonse Svariakas.

Des historiens « maison » montèrent en première ligne pour justifier le pacte germano-soviétique, ou les déportations massives de familles entières dans l'immédiat après-guerre comme « moyen effectif et légal de détruire la base sociale des partisans », ou pour dénoncer la « signification erronée » que les « historiens bourgeois » donnaient à la date du 16 février - jour de l'indépendance lithuanienne en 1918 - propre seulement à inciter « quelques individus » à « commettre des actions illégales ». Le pouvoir était en effet décidé à ne pas se laisser surprendre comme il l'avait été en août 1987. Lui aussi, à sa manière, prépara activement la journée du 16 février 1988 :

- condamnation, en guise d'avertissement, du dissident Petras Grazulis à 10 mois de prison quelques jours avant la date du 16 février ;
- violentes attaques de la presse officielle contre les « nationalistes » et les « extrémistes », « agents de l'étranger » ;
- arrestation préventive des principaux opposants ;
- mise en place d'un énorme service d'ordre.

Des manifestations eurent quand même lieu, à Vilnius, à Kaunas et dans d'autres villes de moindre importance. A Vilnius, 32 personnes furent arrêtés pour « hooliganisme » et la dispersion brutale des manifestants par la police fit plus d'une centaine de blessés.

Le ton changea en avril. La revue *Literatura Ir Menas* (Littérature et Art) publia, le 23 de ce mois, des résolutions de l'Union des écrivains favorables à la défense de la langue lithuanienne. Des articles parurent bientôt aussi sur certains « blancs » de l'histoire officielle du pays, comme

sur le sens et l'importance à donner aux déportations de la fin de la guerre ou encore - tabou parmi les tabous - sur les causes internes du développement de la guerre des partisans anti-soviétiques qui se prolongea jusqu'au début des années 50.

Enfin, lorsque les opposants voulurent commémorer le 40^{ème} anniversaire des déportations de masse de mai 1948, le PC lithuanien rompit avec ses traditions de répression brutale et organisa sa propre manifestation à la mémoire des victimes de Staline !

Le 23 août 1988 marqua encore une nouvelle étape : la commémoration de la signature du pacte germano-soviétique fut organisée par le « *Mouvement lithuanien pour la perestroïka* » - un mouvement non-officiel constitué le 3 juin précédent - avec l'accord du Parti communiste !

Il est vrai qu'au moins 200 000 personnes se rassemblèrent à Vilnius. Si le Parti communiste lithuanien ne voulait pas être totalement et définitivement déconsidéré, il n'avait pas d'autre solution que de tenter de « coller » au mouvement qui se développait sans lui.

Quelques observateurs ont d'ailleurs justement remarqué que cette attitude nouvelle fut prise après la visite effectuée dans le pays par Alexandre Iakovlev, du 11 au 13 août. Une semaine après ce voyage, le Soviet suprême de Lituanie reconnaissait le caractère constitutionnel de l'usage des symboles nationaux (hymne, drapeaux, etc.) Dix jours après, une résolution du CC du Parti communiste sur l'enseignement du lithuanien et de l'histoire du pays faisait de nombreuses concessions aux revendications nationalistes. Le 23, un représentant du Parti admettait officiellement la réalité des protocoles secrets du pacte germano-soviétique (tout en soulignant que le gouvernement soviétique actuel n'aurait jamais commis une telle infamie !). Le 27, enfin, *Tiesa*, le quotidien communiste local, répondait à une revendication écologiste majeure de la population en annonçant l'arrêt de l'extension d'une centrale nucléaire.

*
**

Quelles sont, précisément, les principales revendications du mouvement lithuanien ?

Le problème de la langue est posé, mais il est moins aigu qu'en Estonie ou en Lettonie, où l'immigration russe est si forte que les habitants de ces Républiques sont menacés de devenir minoritaires dans leur propre pays.

Les Lithuaniens dénoncent donc l'introduction du russe dans les écoles maternelles, alors que les enfants ne maîtrisent pas encore leur propre langue, demandent l'adoption du lithuanien comme langue officielle de la République, dénoncent la russification forcée des milliers de Lithua-

niens de la région de Kaliningrad (rattachée à la RSFSR), protestent contre l'insuffisante qualité de l'enseignement du lithuanien dans les écoles russe, et les inégalités de traitement entre professeurs de russe et de lithuanien, etc.

Sur le plan écologique, la lutte principale concerne d'abord le site d'Ignalina, où devait être construite la plus grande centrale du monde avec quatre réacteurs de 1 500 mégawatts chacun. Les menaces de perturbation de l'éco-système régional et les craintes concernant la sécurité des habitants ont mobilisé des centaines de milliers de personnes. La pollution chimique, particulièrement grave dans le pays, est également dénoncée. Sont visées, en premier lieu, l'usine d'azote de Janova (qui n'utilise pas les filtres dont elle est équipée... pour économiser l'électricité !), la cimenterie d'Akmène, l'unité de production d'engrais de Kedaincai, la raffinerie de pétrole de Mazeikiai et la centrale thermique d'Elektrenai - grande dispensatrice d'acides sulfurés (9 000 tonnes sont dispersées annuellement dans l'atmosphère et plus de 1 800 hectares de forêts sont endommagés aux abords de la centrale).

Dans le domaine économique, la cible principale est le trop grand pouvoir des organismes centraux soviétiques, aussi bien en matière de fixation des prix, que de distribution et de planification. Les économistes lithuaniens comparent de plus en plus les ministères de l'URSS à des trusts dont la nocivité vient de ce qu'ils empêchent toute compétition et de ce qu'ils ne tiennent pas compte des intérêts locaux. La revendication d'une monnaie indépendante est également avancée par certains : faute de quoi, selon eux, l'autofinancement encouragé par la « *perestroïka* » s'avèrera impossible.

Mais les thèmes les plus sensibles au cœur des Lithuaniens sont probablement ceux qui touchent à l'histoire des relations soviéto-lithuaniennes : les grandes déportations de l'après-guerre, la lutte des partisans anti-soviétiques, la collectivisation des terres.

En ce qui concerne les déportations, la bataille de chiffres entre historiens est d'autant plus difficile à mener que, sur place, il n'y a pas d'archives disponibles. C'est pourquoi, d'ailleurs, une réglementation concernant leur consultation est vivement réclamée. Les chiffres désormais les plus fréquemment cités sont de 250 000 déportations collectives, notamment dans les années 1945, 1946, 1948, 1949 et 1950.

Il est plaisant de constater, à cet égard, que, pour ne pas être en reste avec les publications officielles mais relativement restreintes comme *Littérature et Art* et avec les publications non officielles comme la *Chronique de l'Eglise lithuanienne*, les *Nouvelles du mouvement* ou

l'emblème (le journal de la Ligue lithuanienne pour la liberté), le quotidien du Parti a ouvert l'été dernier une rubrique intitulée "*en levant le voile du passé*". Le 5 juillet dernier, il publiait sa propre estimation du nombre de déportés et avançait le chiffre de 100 000, déjà respectable, encore que largement inférieur à ceux qu'avancent les opposants.

Le deuxième thème, celui de la guerre des partisans, a donné lieu à une remarquable évolution : de guerre contre-révolutionnaire fomentée par les services occidentaux, elle est devenue le fruit de la terreur stalinienne et des erreurs gouvernementales.

**

L'influence de l'Eglise lithuanienne est toujours importante. Mieux : elle s'accroît - notamment parmi l'intelligentsia. Jusqu'au début de 1988, le PC lithuanien ne la ménageait pas, lui reprochant en fait de "chasser sur ses terres", c'est-à-dire de pénétrer la vie sociale, d'étendre son influence dans les familles, d'approuver les réformes en cours pour accroître son prestige, etc.

Aujourd'hui, le pouvoir n'attaque plus l'Eglise de front. Il la donne même parfois en exemple à ceux qui manifestent une certaine impatience. Il y a quelques jours, Vincent Sladkevicius, devenu par la grâce de Jean-Paul II le premier cardinal lithuanien depuis 300 ans, déclarait à une journaliste du *New York Times* : "... Nous devons apprendre à attendre, à ne pas être pressés. Toute bonne chose doit croître. Elle ne peut advenir d'un coup".

Devant les délégués du "*Mouvement pour la perestroïka*", Algirdas Brazauskas, le nouveau premier secrétaire du PC lithuanien (il a été élu le 20 octobre) montra que le conseil n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Après avoir remercié le "*Mouvement*" pour son soutien aux réformes, il déclara : *Nous devons travailler de manière rationnelle et cohérente... écoutons le cardinal Vincent Sladkevicius qui a dit : apprenons à attendre*..."

L'Eglise n'est pas le "*Mouvement*", loin de là - mais l'attitude prudente de cette organisation, fondée par un congrès tenu à Vilnius les 22 et 23 septembre dernier (officialisant ainsi sa naissance le 3 juin) est à rapprocher de celle de l'Eglise.

D'abord, elle affirme tenir sa légitimité de Gorbatchev lui-même et de sa politique de réformes. Ensuite, le combat qu'elle mène - notamment pour la vérité historique - est présenté comme visant à retrouver l'amitié perdue entre Lithuaniens et Russes. Cette prudence et cette habileté sont encore perceptibles dans la façon dont certains intellectuels s'appuient avec insis-

tance sur Lénine, qui se serait opposé à faire du russe la langue officielle de l'URSS et aurait préconisé l'adoption, comme langue officielle, par chaque république, de celle de ses habitants. Le 23 septembre, les délégués du congrès fondateur se référèrent encore explicitement aux "*principes léninistes de fédération, d'égalité nationale et d'autodétermination*", comme base nécessaire des relations entre Républiques soviétiques.

Bien qu'assez forts pour appeler à boycotter Tiesa quand il est jugé trop timide dans son soutien aux réformes, ou à manifester devant les locaux d'*Elta*, l'agence de presse officielle, pour dénoncer son conservatisme, les dirigeants du "*Mouvement*" prennent bien garde à donner la parole aux dirigeants du Parti dans leurs réunions publiques et à prendre leurs distances, au contraire, à l'égard des dissidents trop marqués.

Modéré à l'égard des critiques qui lui sont adressées, Mitkin, le deuxième secrétaire russe dont le départ est demandé, répond par exemple en préchant l'"*unité*". Et Algirdas Brazauskas, qui sait que le "*Mouvement*" a l'initiative politique actuellement - et des centaines de milliers de Lithuaniens derrière lui - ne peut que souhaiter "*accomplir avec lui un travail fructueux et positif*".

Quant à la fermeté, ce sont les organes soviétiques centraux qui la rappellent. Le 21 octobre 1988, la *Pravda* affirmait : "*Nous ne pouvons fermer les yeux sur le fait que la terre fertile de la perestroïka a donné naissance aussi à de mauvaises herbes*". Le 26, lors d'une conférence de presse à Moscou, Alexandre Iakovlev faisait savoir que nombre d'idées du "*Mouvement*" lithuanien - et des Fronts Populaires estonien et letton - étaient tout simplement "*irréalistes*", "*impossibles à mettre en œuvre*" et "*guidées par l'émotion*". Il dénonça plus clairement encore les revendications les plus audacieuses - comme le droit à une monnaie convertible en rouble, la possibilité de conduire sa propre diplomatie et de retrouver le statut antérieur à l'annexion de 1940.

**

Au niveau central, le pouvoir communiste marque les limites à ne pas dépasser et au niveau local, il tente d'influencer, voire de contrôler le "*Mouvement en faveur de la perestroïka*". Soit. Mais l'existence d'un mouvement de masse indépendant aussi puissant ; le fait que le PC d'une république soviétique ne le dirige pas et en soit réduit à y accepter des strapontins pour ne pas perdre totalement la face ; le fait, enfin, que les sentiments jadis dénoncés comme "*nationalistes*" se diffusent parmi les cadres communistes, voilà qui est véritablement nouveau et important.

Pierre RIGOULOT

LE PARTI COMMUNISTE CHILIEN APRÈS LE REFERENDUM

Le général Pinochet n'a pas été la seule victime du referendum chilien du 5 octobre. Bien que rallié (tardivement) au « non », le Parti communiste chilien (PC Ch) ne semble pas avoir profité de la victoire remportée par l'opposition sur le régime militaire.

Le PC Ch demeure interdit et il n'y a pas eu de véritables élections depuis 1973, date du coup d'Etat. Il est donc périlleux de tenter de définir la force actuelle du Parti. Néanmoins, des sondages le créditent de 10 % des choix politiques des Chiliens. Or le PC Ch avait recueilli 11,5 % des suffrages aux élections législatives d'avril 1963 et 16,6 % à celles de mars 1969. Il avait encore amélioré sa position en mars 1973, mais ces élections furent truquées.

Ce que l'on sait avec un peu plus de certitude, c'est qu'au cours des deux dernières années, 3 % au moins de ses militants ont quitté le Parti.

Cette désaffection très sensible, malgré les persécutions dont les communistes ont été l'objet au cours des quinze dernières années, peut s'expliquer par l'attitude doublement ambiguë du Parti : ses relations avec la lutte armée, menée par la guérilla du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), et surtout sa valse-hésitation à propos de sa participation au referendum.

C'est en 1984 que le FPMR a été créé, avec la bénédiction du PC Ch. Voici comment Volodia Teitelboïm, numéro deux du Parti, revenu d'exil le 22 septembre, expliquait, le 7 octobre, cette filiation compromettante : « *Le FPMR est né pour jouer un rôle. Ce rôle était - ou est - de répondre à une dictature militaire qui s'est imposée par la violence (...). A nous autres, cela nous paraît légitime...* »

Dans sa grande majorité, le peuple chilien reste traditionnellement hostile à la violence : assassinats de carabiniers, enlèvements, destructions de bâtiments publics, de lignes à haute tension, etc... Les choses se sont gâtées avec l'attentat manqué contre le chef de l'Etat, le 7 septembre 1986. Les conséquences en ont été désastreuses.

Pour couper court à l'isolement dont il était l'objet de la part des autres partis politiques, le PC Ch a rompu avec le Front en août 1987. Teitelboïm raconte avec embarras : « *Il y a eu des problèmes à l'intérieur du Front, quand un groupe a fait scission (?). Il est important qu'il ne se produise pas d'actions qui aient des résultats négatifs, parce que le plus important est qu'il existe une certaine corrélation entre ce que font le*

mouvement populaire et l'opposition contre Pinochet et les actions (des guérilleros). Parce qu'une action mal préparée peut se transformer en provocation, de sorte que celle-ci doit obéir à des critères politiques davantage qu'à des critères militaires ».

Cette rupture avec le PC Ch n'a pas mis fin aux activités du FPMR. Après avoir observé une trêve durant la campagne électorale et pendant deux semaines encore à la suite du referendum, les guérilleros ont repris leurs attentats le 21 octobre, quelques heures après que le général Pinochet eût annoncé — lors de la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement — qu'il n'avait pas l'intention d'abrégé son mandat, pas plus que de réformer la Constitution.

Les effectifs du FPMR sont très discutés. Certaines sources indiquent 300 à 400 cadres militaires et plusieurs milliers de sympathisants. D'autres, plus (ou peut-être trop) précises, affirment que le Front compterait 5 000 membres, qui se décomposent ainsi : 2 000 « actifs », dont 1 000 guérilleros, 250 cadres, dont neuf « commandantes », le reste étant constitué par des miliciens non-armés.

Mais tout le monde est d'accord sur le fait que le Front patriotique Manuel Rodriguez reçoit ses ordres exclusivement de Cuba.

La seconde erreur du PC Ch consiste dans sa lenteur à se rallier au « non », ou plus exactement d'accepter l'idée de participer au referendum.

Dans un premier temps, en août 1987, la direction du Parti avait donné l'ordre à ses militants de ne pas s'inscrire sur les listes électorales, « *les registres de Pinochet* », pour ne pas « *entrer dans le jeu de la dictature* ». Il était la seule formation politique à agir de la sorte. Cette décision heurta de nombreux militants, qui passèrent outre. Ils furent aussitôt exclus. Parmi eux, de nombreux intellectuels et des figures historiques comme Mme Maria Maluenda, actrice connue, ancien député, membre du bureau politique et surtout mère de José Manuel Parada qui, le 29 mars 1985, fut sauvagement égorgé avec deux autres militants du PC Ch. Elle alla rejoindre le Parti pour la Démocratie (PPD) que venait de créer le socialiste Rocardo Lagos.

Prenant conscience, une fois de plus, de son isolement, le Parti communiste se décidait, le 16 juin dernier, à lancer un appel à voter « non ». En annonçant ce retournement politique, José Sanfuentes, qui traîne une réputation de « stali-

nien », ajouta que, de toute façon, « *Pinochet manipulera le plébiscite* » et, dans cette perspective, il demandait de « *rendre le pays ingouvernable avant, durant et après la consultation* ».

Cette attitude incohérente traduisait les luttes intestines du Parti, opposant les « durs », dont José Sanfuentes, 37 ans, déporté à plusieurs reprises, est considéré comme le spécimen le plus remarquable, aux « modérés », représentés par Luis Gustavino et surtout par Patricio Hales. Ce dernier, porte-parole du Parti, appartient à la riche communauté arabe, il est le fils d'Alejandro Hales, ancien ministre des Mines d'Eduardo Frei et qui, en tant qu'avocat des syndicats de mineurs, organisa les grèves des mines d'El Teniente qui devaient porter un coup fatal au gouvernement d'Allende.

A Santiago, on définit ces tendances respectives comme « gorbatchévienne », position pragmatique et attentive à la politique de Moscou, et « cubaine », manipulée par Fidel Castro et toujours fascinée par le souvenir du « Che » Guevara. La défiance des « Cubains » à l'égard du nouveau maître du Kremlin serait entretenue par ce que l'on appelle la « bande d'Allemagne de l'Est », des réfugiés installés en RDA et influencés par les hommes de Honecker, hostiles à la *perestroïka*.

C'est dans cette ambiance de déchirements que Volodia Teitelboïm a débarqué le 22 septembre, après quinze ans d'exil. Dès le lendemain, le numéro deux du Parti, largement septuagénaire, publiait un communiqué dans lequel il recommandait qu'au soir du scrutin, le peuple descende dans la rue « *pour défendre sa victoire* » et que l'opposition s'unisse afin de créer un gouvernement provisoire.

Cette prise de position déclenche un tollé dans l'opposition, qui se fit reprocher en bloc par le

gouvernement de vouloir provoquer la guerre civile. Le président de la Centrale Unitaire du Travail (CUT), le démocrate-chrétien Manuel Bustos, en exil intérieur à Parral, protesta : « *Je dirai que ces déclarations lamentables et inopportunes nous gênent davantage qu'elles ne nous aident, parce qu'elles font le jeu de Pinochet. Volodia est coupé de la réalité chilienne* ».

Troublé par ces réactions, Teitelboï revint sur ses propos au cours d'une conférence de presse accordée quelques jours plus tard à des journalistes italiens, disant notamment : « *Le PC Ch accepterait très bien un président démocrate-chrétien. Nous nous rallierons à l'actuelle Constitution dès que l'on aura supprimé l'article 8 (interdisant les partis « marxistes »). L'Histoire ne se répète pas : il n'y aura pas de retour à l'Unité populaire* ».

Ce revirement, de pures circonstances et essentiellement opportuniste, a été démenti la nuit même du referendum, lorsque la victoire du « non » commença à être connue. Une délégation du PC Ch accourut au siège du Parti pour la Démocratie installé à l'hôtel Galerías. Elle insista pour que les dirigeants de la gauche appellent la population à descendre immédiatement dans la rue. La délégation fut reçue par Mme Maria Mañuda, qui parvint à persuader ses interlocuteurs de rester tranquilles et de rentrer chez eux.

Une nouvelle fois, les communistes chiliens démontraient qu'ils « n'étaient plus dans la course ». Pénible constatation pour un parti qui a longtemps dominé le paysage de la gauche chilienne, aussi bien par la qualité de ses intellectuels que par la souplesse et la modération de ses positions. Il s'avère aujourd'hui inapte à comprendre les changements.

Georges DUPOY

Plutôt l'enfer que le paradis socialiste

L'été dernier, l'ambassadeur du Nicaragua à Washington, Tunerman, fut expulsé des Etats-Unis, ce qui ne surprit personne. Ce qui en revanche provoqua l'étonnement, c'est que deux fils de l'ambassadeur décidèrent de rester aux Etats-Unis. Geste politique de dissidence ? Nullement : ces deux garçons, une fois rentrés dans leur pays, auraient été, selon les lois en vigueur, immédiatement mobilisables pour aller combattre la guérilla anti-sandiniste.

Durant leur séjour aux Etats-Unis, ils étaient protégés par l'immunité diplomatique de leur père et ne s'en privaient pas pour dénoncer, dans leur école et ailleurs, l'« impérialisme yankee ». Ils expliquaient leur présence aux Etats-Unis seulement par des raisons familiales (rester avec leurs parents). Sans quoi, ajoutaient-ils, ils auraient déjà rejoint leur pays pour participer à la lutte contre les « *contras* ». Lorsque finalement cette situation a changé, ils ont préféré rester vi-

vre sous le joug de l'impérialisme !

Il faut dire que leur père ne paraît pas non plus, très enthousiaste à l'idée de revenir servir son pays à Managua, et qu'il préfère vivre, lui aussi, à New-York et à Washington. En effet, invoquant le fait qu'il était aussi le représentant du Nicaragua auprès de l'OAS (Organisation des Etats américains), il a qualifiée d'illégale la décision d'expulsion prise à son encontre et en a demandé — en vain — l'annulation.

LE COMMUNISME YOUGOSLAVE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Depuis la rupture intervenue entre Staline et Tito il y a trente ans, le communisme yougoslave s'est voulu à la fois différent du stalinisme et exemplaire pour les autres peuples en train de bâtir le socialisme. Sur le plan de la doctrine, à la place du marxisme-léninisme-stalinisme, il a offert le marxisme-léninisme-institutionnel ; sur le plan de l'économie, il a institutionnalisé l'autogestion ; en politique étrangère, il a été l'un des principaux pionniers du non-alignement. Aujourd'hui, ces idées-clés ont subi le verdict du juge le plus impartial : le temps. Du titisme, presque personne ne parle plus ni dans le pays, ni à l'étranger ; l'autogestion, on l'évoque pour la critiquer et le non-alignement, pour en regretter la dérive.

L'Union soviétique a connu la déstalinisation lancée par Khrouchtchev, successeur de Staline ; la Chine a connu la « démaoïsation » décidée par la plus haute direction du Parti. Mais en Yougoslavie, le déboulonnage de Tito s'est réduit à la formation d'un comité d'intellectuels serbes décidés à soumettre au jugement de l'histoire l'œuvre de Tito, jusqu'à maintenant exclusivement objet de culte. La Yougoslavie n'a donc pas connu la secousse de la « détitoïsation », comme ce fut le cas en URSS avec la déstalinisation et en Chine avec la « démaoïsation ». Mais elle vient de subir des séismes d'un tout autre genre, et à très forte intensité.

MASSES, PURGES ET NOUVELLE GUERRE CIVILE IDEOLOGIQUE

« Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses », nous enseigne le marxisme-léninisme primaire. Mais cette thèse était formulée à l'intention des « masses » vivant sous le capitalisme. Voilà qu'elle vient de connaître une application pour des « masses » vivant sous le socialisme et par un curieux concours de circonstances, en même temps dans trois pays : URSS (Baltes et Arméniens), Pologne (Gdansk et ailleurs) et Yougoslavie (Serbes dans plusieurs régions). Peu importe qu'en URSS et en Yougoslavie, deux pays communistes multinationaux, la participation de ces masses « nationalistes » se soit trouvée inversée : en URSS, sont descendus dans la rue des peuples périphériques de l'URSS (Arméniens, Baltes) et non des ressortissants des deux nationalités les plus peuplées (Russes et

Ukrainiens), alors qu'en Yougoslavie, c'est la nationalité numériquement la plus forte (Serbes) qui a porté sur ses épaules la totalité d'action, les peuples « minoritaires » ne pratiquant pas l'action de masse.

*

**

En Yougoslavie, le mouvement de masse a commencé au milieu de l'été par la manifestation du 9 juillet à Novi Sad, capitale de la région de Voïvodine. Généralement, sous le communisme, les masses occupent la rue pour soutenir le pouvoir en place. Cette fois, les masses étaient dans la rue pour exiger le renvoi du pouvoir. A partir de ce jour et jusqu'à la veille de l'ouverture du plénum du Comité central du Parti, le 17 octobre, donc pendant trois mois, les manifestations de masses se sont succédé, avec cette triple caractéristique : le nombre des manifestants a augmenté sans cesse, l'attitude du pouvoir a été plutôt bienveillante et l'ordre dans la rue a été maintenu sans une seule « bavure ». Les manifestants visaient un objectif politique, et le plus important dans un combat politique : le pouvoir. Au moment où les manifestations ont commencé, le blocage du pouvoir était total entre Belgrade et deux régions autonomes : Voïvodine et Kosovo. Profitant de la Constitution en vigueur depuis 1974, les deux gouvernements régionaux pouvaient défier le pouvoir central sans courir le risque d'être mis au pas ou contraints à la démission. Mais cette situation d'impasse a connu un dénouement efficace par l'entrée dans l'arène politique d'un facteur nouveau : « *l'intervention active des masses* » (pour respecter le vocabulaire communiste).

Le scénario — comme il se devait — a été divisé en plusieurs actes et les têtes ont commencé à tomber, seulement au sens politique du terme. La première épreuve de force eut lieu en Voïvodine entre les masses favorables à Belgrade et le pouvoir hostile à Belgrade et ce duel se termina par la démission de la direction politique de la région. La deuxième épreuve de force eut pour théâtre la deuxième région autonome, Kosovo, dont la population serbe est très minoritaire (10 %). Cette fois, l'élimination complète de la direction régionale ne fut pas obtenue et la réponse à la revendication serbe se réduisit à l'exclusion de trois représentants du Kosovo au

Comité central du PC yougoslave. La troisième épreuve de force a eu lieu au Monténégro, dont la population est également sortie dans la rue. Le gouvernement monténégrin a fini par démissionner, mais la direction du Parti s'est maintenue au pouvoir.

Pour finir, les purges ont atteint le sommet du PC yougoslave (appelé officiellement la Ligue des communistes). Au Présidium (équivalent du Politburo), sur 23 membres, quatre démissionnèrent avant l'ouverture du plénum du 17 octobre : un représentant de Slovénie (Franz Stetine) pour avoir critiqué l'attitude de la Serbie dans l'affaire du Kosovo ; un représentant de la Bosnie-Herzégovine (M. Renovitsa), accusé de malversations et de scandale financier ; un représentant du Kosovo (K. Siroka), pour sa complaisance à l'égard de l'irrédentisme albanais. Il y eut même une cinquième victime au sein du Politburo : Dousan Schkrebitch, représentant de la Serbie et bras droit de Slobodan Milochevitch, actuellement homme-clé de la situation en Yougoslavie. Siégeant au Politburo *ex officio*, en qualité de président du PC de Serbie, Milochevitch ne pouvait pas être écarté par un vote à bulletin secret. Aussi, pour lui donner un avertissement, les représentants d'autres républiques au Politburo (Croatie, Slovénie, etc) voulurent lui infliger une défaite indirecte, par Schkrebitch interposé. Ces votes contradictoires indiquent clairement que la lutte au sommet est loin d'être terminée. Comme dans un match de boxe comportant 15 à 20 manches, les deux rivaux gagnent alternativement aux ploings, sans réussir un « knock-out » ni arriver au résultat final.

*
**

Pourtant, ni la lutte au sommet pour le pouvoir, ni les purges plus ou moins fréquentes ne sont des phénomènes entièrement nouveaux dans le PC yougoslave, ni d'ailleurs dans les autres « partis frères ». Staline n'écrivait-il, il y a plus de 60 ans, que « *le parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes* » ? Ce qui est nouveau, c'est la situation existant à l'intérieur de la Ligue des communistes, et plus encore l'image qu'elle projette à l'extérieur. Un hebdomadaire croate a pu parler de « *la guerre civile idéologique* » qui sévit au sein des directions communistes des républiques et des régions. Il suffit de parcourir la presse yougoslave pour se rendre compte de l'animosité (le mot est probablement faible) qui règne dans la haute hiérarchie communiste. Beaucoup plus que la presse écrite, c'est la presse audio-visuelle qui sert de véhicule principal dans cette guerre d'information et de désinformation. Exemple à propos de l'information : lors du dernier plénum d'octobre, la direction du PC de Serbie a plaidé pour la retransmission directe et totale de cette réunion par la télévision, mais elle a dû s'incliner

devant l'opinion de la majorité, qui a opté pour une retransmission différée. Exemple à propos de la désinformation : à la veille du plénum, le Bulletin de l'agence « *Tanjug* » à usage interne (donc destiné aux dirigeants du Parti) avait reproduit une interview, prétendument donnée par Slobodan Milochevitch à l'agence de presse autrichienne « *Wochen-presse* ». Lors du plénum, Yosip Vrhovets, représentant croate au Présidium (Politburo) du PC yougoslave, s'est servi de cette « interview » pour critiquer Milochevitch. Ce n'est qu'à cet instant que ce dernier a pris connaissance du texte de « son interview » et a pu prouver facilement qu'il n'en avait accordé ni à cette agence autrichienne, ni à toute autre agence étrangère.

Avant le conflit avec Staline (et même un certain temps après), le PC yougoslave se considérait à juste titre comme « bolchévisé », doté d'un centralisme démocratique fonctionnant comme une mécanique bien rodée et d'une discipline de fer frappant à la moindre défaillance soit les militants de base, soit les membres du Comité central. Aujourd'hui, le paysage politique est totalement modifié. Ainsi, on peut voir et lire un jour que P. Gracânin, président de la République de Serbie, part en campagne contre S. Suvar, Croatie, président du Présidium de la Ligue, en l'accusant de vouloir exercer des pressions inadmissibles sur la direction communiste de Serbie. Un autre jour, ce sont les directions du Parti de Slovénie et de Croatie qui apportent leur soutien à la direction du PC du Monténégro, attaquée par le PC de Serbie, qui, à son tour, s'est vu critiquée par le président du PC de Slovénie.

Autrefois, l'axiome politique suivant était en vigueur : le Parti communiste n'est pas un parti comme les autres. Cela voulait dire qu'il était plus homogène et plus combatif, bref, meilleur que les partis bourgeois ou sociaux-démocrates. Aujourd'hui, en matière d'homogénéité et de combativité, cet axiome est devenu valable dans le sens opposé : le PC est au-dessous des autres, comme le montre la situation de certains partis communistes, qu'ils soient au pouvoir (polonais, yougoslave, etc) ou dans l'opposition (espagnol, grec, finlandais etc).

D'où venait cette volte-face de Staline par rapport à Lénine ? Pas seulement du fait que Lénine était, en 1915, exilé en Suisse et que Staline, en 1925, était devenu secrétaire général au Kremlin. Deux raisons principales expliquent ce revirement. La première tient au mode de raisonnement des bolchéviks, habitués à concevoir les problèmes des autres pays en fonction de leur propre expérience. Or, en matière nationale, l'analogie s'imposait à eux entre ces deux Etats multinationaux que sont la Russie et la Yougoslavie, avec, pour chacun d'eux, un peuple dominant

(russe et serbe). Donc, pour s'imposer, il fallait au communisme casser l'hégémonie serbe, comme il avait cassé l'hégémonie russe. La deuxième raison tenait à l'encerclement impérialiste et à la menace d'agression militaire contre la Russie soviétique, l'ennemi principal étant la France avec ses alliés, dont les Serbes constituaient le pivot dans les Balkans.

La stratégie de l'affaiblissement de l'élément serbe comportait plusieurs volets. Staline avait lui-même exigé que dans le programme du PC yougoslave, figure la clause, obligatoire, sur le droit de chaque peuple à l'auto-détermination, y compris le droit à la séparation d'avec la Yougoslavie. L'année suivante, lors du troisième congrès du PC yougoslave (1926), il fut proclamé que « *la Yougoslavie est un pays multinational dans lequel la nation serbe apparaît dominante* ». Le terme était bien pesé : non pas la « bourgeoisie » serbe, mais la « nation » serbe. Plus il fallait affaiblir les Serbes, plus il s'imposait d'ajouter l'existence en Yougoslavie de nouvelles nationalités : les Macédoniens figurèrent ainsi comme une nationalité dans le programme du PC yougoslave à partir de 1923, et les Monténégrins à partir de 1928, sans compter les minorités nationales. La dernière « nationalité » proclamée en Yougoslavie est celle des Musulmans de Bosnie-Herzégovine, une catégorie religieuse devenue subitement une catégorie ethnique au début des années 70 !

**

Pour imposer au PC yougoslave cette solution de la question nationale, dès la première discussion ouverte sur ce sujet dans le Parti, en 1923, un clivage s'opéra : les partisans de la thèse de Moscou furent proclamés de « gauche » et tous les communistes croates en étaient, tandis que les communistes serbes, partisans pour la plupart de la thèse des trois peuples (serbe, croate et slovène), se divisèrent en une majorité de « droite » et une minorité de « gauche » ralliée à Moscou. Dans les années 30, toutefois, la presque totalité des dirigeants communistes yougoslaves, aussi bien de « gauche » que de « droite », qui s'étaient réfugiés en URSS furent massacrés par Staline. La position officielle quant à la question nationale ne subit néanmoins qu'un changement tactique : à partir de 1935 (7^e congrès du Komintern et Front populaire), il fallut renoncer à casser l'Etat yougoslave, mais continuer à casser la nationalité serbe, à la fois en Yougoslavie et au sein du PC yougoslave. A partir de 1928/29, jamais un Serbe ne fut plus nommé secrétaire général du Parti. A cette discrimination personnelle, s'ajouta une discrimination nationale : à partir de 1937, furent fondés des partis communistes croate et slovène autonomes, mais il n'y eut pas de PC serbe autonome, les deux premiers étant dirigés chacun

par un Comité central et le PC serbe, par un simple Comité régional.

REVEIL DU NATIONALISME CHEZ LES COMMUNISTES SERBES

En fait, les événements qui ont secoué dernièrement la Yougoslavie présentent un caractère original : l'apparition d'un nouveau facteur dans le jeu politique au sein de la Ligue des communistes yougoslaves, le nationalisme serbe. Ce phénomène n'est d'ailleurs nouveau que si l'on observe l'histoire du communisme yougoslave depuis un demi-siècle. Il ne l'est pas si l'on remonte soixante-dix ans en arrière, aux débuts du communisme, c'est-à-dire à Lénine et à Staline.

Au commencement, c'est-à-dire lorsque Lénine engagea son action internationaliste, au cours de la Première guerre mondiale, il partit en croisade contre les « impérialistes » et leurs « valets » : les sociaux-chauvinistes. Il ne trouva, dans l'ensemble des forces en guerre, qu'un seul cas dont la cause nationale lui semblait justifiée : celui des Serbes. A leur sujet, il écrivait en 1915 : « *L'élément national dans la guerre actuelle est représenté seulement par la guerre de la Serbie contre l'Autriche... C'est seulement en Serbie et parmi les Serbes qu'il existe un mouvement de libération nationale datant de nombreuses années, embrassant des millions d'individus parmi les « masses populaires », et dont le prolongement est la guerre de la Serbie contre l'Autriche. Si cette guerre était isolée... tous les socialistes seraient tenus de souhaiter le succès de la bourgeoisie serbe...* ».

Exactement dix ans plus tard, en 1925, Staline, alors en train d'imposer son pouvoir, défendit dans ses « *Fondements du léninisme* » une thèse totalement opposée, clouant au pilori le nationalisme serbe et plaçant au contraire sur un piédestal le nationalisme croate. Il administra cette rebuffade à Semitch (Markovitch), Serbe, mais chef du PC yougoslave : « *... Semitch montre qu'il sous-estime la puissance intérieure du mouvement national et qu'il ne comprend pas le caractère profondément populaire, profondément révolutionnaire de ce mouvement. Cette incompréhension et cette sous-estimation présentent un grand danger, car elles équivalent à une sous-estimation de la force potentielle qui réside, par exemple, dans le mouvement des Croates pour leur liberté nationale...* ».

Dans les années 30, la « solution » stalinienne triompha au sein du PC yougoslave ; dans les années 40, avec la victoire de Tito, cette solution fut imposée à la Yougoslavie. Elle persista pendant trente-cinq ans et durant cette longue période, le nationalisme serbe fut inexistant au sein du mouvement communiste serbe. Quand, au

début des années 70, une déviation vit le jour en Croatie à la tête du Parti, ce fut une déviation nationaliste. Et quand la contagion déviationniste s'élargit à la Serbie, ce ne fut pas une dérive « nationaliste », mais « libérale ». Pendant toute cette période, le nationalisme serbe fut en permanence au banc des accusés. Ce n'est qu'une année après la mort de Tito (mai 1980) qu'une explosion de séparatisme albanais au Kosovo commença à préoccuper les communistes serbes. Depuis sept ans, un processus de prise de conscience s'est poursuivi et a abouti à la situation actuelle, le nationalisme serbe étant devenu le dénominateur commun des non-communistes, des anti-communistes et des communistes.

**

Dans la polémique qui fait rage aujourd'hui en Yougoslavie, les clivages recourent en gros les frontières tracées lors du premier débat sur la question nationale, en 1923. C'est pourquoi il est non seulement paradoxal, mais faux d'étiqueter aujourd'hui comme pro-occidentaux les défenseurs de la thèse stalinienne en matière nationale, et de classer comme pro-soviétiques les adversaires de cette thèse (les Serbes). Aujourd'hui, il n'y a plus d'autorité à Moscou pour trancher le problème au bénéfice de la « gauche », ni de Tito à Belgrade pour affirmer que la solution de la question nationale intervenue en Yougoslavie est à la fois parfaite et définitive. La vieille garde du communisme yougoslave (celle de la clandestinité et de la guerre des partisans) est morte. Curieusement, il ne reste qu'un seul de ses anciens leaders qui soit encore en vie et il n'est plus communiste : Milovan Djilas. Interrogé récemment par la presse occidentale, il a dit, au sujet du nouveau chef des communistes serbes, Milochevitch : « Il

est vrai que des éléments démocratiques n'existent pas sous sa direction. Mais en même temps, les libertés intellectuelles n'ont pas diminué. Et sur la question des droits de la Serbie, il a raison ».

En ce qui concerne ces « droits de la Serbie », dans son discours du 17 octobre au plénum du Comité central, Milochevitch a prononcé quelques phrases directes et simples qui tranchent avec la langue de bois pratiquée encore par les dirigeants communistes de Yougoslavie : « Il est hypocrite d'accuser la Serbie de vouloir être supérieure aux autres, car elle ne souhaite qu'être égale aux autres... Car, ils (le peuple serbe et les communistes serbes) ne sont pas obligés de porter éternellement et injustement la responsabilité du comportement de la bourgeoisie serbe d'avant-guerre. D'autant plus que le comportement de la bourgeoisie serbe était identique à celui des bourgeoisies croate et slovène, toutes les trois (bourgeoisies) ayant exploité la classe ouvrière de Yougoslavie... On sort de la naphtaline intellectuelle à la lumière du jour le spectre qui menace tout le monde, « la Grande Serbie »... La Serbie n'a pas de prétentions sur le territoire des autres républiques, mais elle a des prétentions sur le territoire de sa propre république ».

*
**

Le caractère particulier du communisme yougoslave s'affirme donc une fois de plus et aujourd'hui, la Yougoslavie est le seul Etat communiste d'Europe qui souffre en même temps d'un conflit national explosif au sommet du Parti et d'une crise sociale et économique très grave dans l'ensemble du pays.

Branko LAZITCH

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné
adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST**
et je (*)

- vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**
 souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	280 F
abonnement pour l'étranger	370 F
abonnement de soutien (personne physique)	400 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.

LES COMMUNISTES ET LE « SOCIALISME » ALGÉRIEN

Depuis quelques années, l'aspiration à la démocratie devient un phénomène de masse dans le tiers-monde, où les peuples sont généralement opprimés par des dictatures militaires ou civiles. Mais il est symptomatique que les régimes autoritaires les plus solides et durables, en même temps que les plus répressifs, soient des régimes organisés politiquement et socialement sur le modèle de ceux des pays de l'Est. Par exemple, les régimes birman et algérien, qui combinent parti unique et socialisation de l'économie et sont tous deux en place depuis vingt-six ans.

Avant l'indépendance, l'Algérie connaissait le pluralisme politique, comme en métropole. L'idée du monopartisme est née au sein du FLN au cours de sa lutte armée, de 1954 à 1962, contre la France et aussi contre les mouvements séparatistes rivaux, qu'il a progressivement éliminés. Contrairement à une certaine légende, le FLN n'a donc pas combattu pour les libertés démocratiques, mais mené essentiellement une guerre pour une Algérie indépendante, sous sa houlette, l'indépendance étant synonyme, aux yeux des nationalistes, de dignité retrouvée pour la population indigène.

A l'époque, le type de système représenté par l'U.R.S.S. et la Chine était au zénith de son influence mondiale et il était censé assurer aux pays arriérés un développement économique et culturel accéléré, grâce à la planification centralisée et à la mobilisation des masses encadrées par un grand parti dirigeant. Le FLN refusait la philosophie athée des marxistes-léninistes, mais la très grande majorité de ses dirigeants et militants se prononçait pour le socialisme et pour le parti unique, la masse des fellahs n'étant pas considérée comme mûre pour la liberté d'expression.

Le socialisme autoritaire a désormais largement fait faillite. Ainsi, la production agricole algérienne est moindre aujourd'hui pour les 23 millions de citoyens qu'elle ne l'était en 1962 pour moins de 11 millions d'habitants ! Les grands complexes industriels, orgueil du socialisme algérien, ne tournent qu'à 40 % en moyenne de leur capacité. Dans l'euphorie de l'« *édification socialiste* », on n'a pas pensé à la rechute, pourtant prévisible, du prix artificiellement élevé du pétrole. La pénurie règne, engendrant inévitablement la corruption.

En 1988, le FLN a énormément perdu de sa légitimité d'artisan de la lointaine victoire de 1962,

du moins auprès des citoyens, plus évolués, et des jeunes.

Comme les partis d'opposition (benbelliste, messaliste, trotskyste, etc.), le Parti de l'Avant-Garde socialiste (PAGS, ex-PC algérien) avait relevé les signes annonciateurs d'une explosion populaire.

L'ATTITUDE DU PAGS

Impitoyablement pourchassés, les partis d'opposition ne sont guère implantés sur le sol algérien et, sauf les étudiants et certains ouvriers, les gens n'éprouvaient pas, jusqu'à ces derniers temps, le besoin de s'organiser en dehors du FLN. Bien que lui aussi clandestin, le PAGS est relativement toléré dans la mesure où il ne se situe pas dans l'opposition, n'entretient pas de contacts avec les opposants, est peu influent (il n'atteint sans doute pas un millier d'adhérents), s'autolimité dans son activité et bénéficie de l'amitié entre l'U.R.S.S. et l'Algérie. Les dissidents du FLN sont beaucoup plus dangereux pour le pouvoir que les communistes.

Depuis la guerre d'indépendance, les relations entre ces derniers et le FLN ont toujours été complexes et sinueuses (1). Pour les communistes, le FLN est, comme tout un mouvement nationaliste « petit-bourgeois », tiraillé entre une aile réactionnaire et une aile progressiste. Il faut donc appuyer celle-ci contre celle-là et la pousser plus avant. Or le PAGS estime que, sous la présidence de Chadli Bendjedid, s'est opéré un « *glissement à droite* » consacré par la nouvelle « Charte nationale », adoptée en 1986 : par rapport à la précédente (1976), « *le noyau démocratique-révolutionnaire de 1976 a été soigneusement et systématiquement vidé de tout ce qui le rapprochait du socialisme scientifique* » (2). Ce glissement prépare un « *tournant complet et radical à droite* ». Le PAGS condamne la dissolution en cours des grands domaines agricoles « *autogérés* », qui sont découpés en lopins et remis en jouissance gratuite à des particuliers. Dans l'industrie et le commerce, le PAGS admet la nécessité d'un large secteur privé à côté du secteur d'Etat dominant, mais déplore que, dans les conditions de corrup-

1) Voir « *Est & Ouest* » de juillet-août 1987.

2) Intervention du PAGS au séminaire de la « *Nouvelle Revue Internationale* » (NRI), organe des PC pro-soviétiques, sur l'« *orientation socialiste* » in revue du PAGS : « *L'Algérie et notre temps* », novembre 1987.

tion actuelles, ce secteur privé favorise la spéculation et non la production : à la « *bourgeoisie bureaucratique* » (les fonctionnaires corrompus du FLN et de l'Etat), s'ajoute une « *bourgeoisie nationale* » aussi parasitaire.

Les communistes ont participé aux mouvements de grève dans les grandes entreprises industrielles qui ont prélué, en septembre, au soulèvement du mois suivant. Au contraire, en octobre ils ont tenté de raisonner les émeutiers et de protéger les bâtiments. Ceux d'entre eux qui ont été arrêtés pendant les manifestations sont restés sous les verrous. Les communistes interpellés à leur domicile ont été relâchés au bout de quelques jours et le président Chadli en a informé lui-même, au cours d'une entrevue, les dirigeants du PAGS.

DIVERGENCES AVEC LE PCF ET LE PCUS

Les communistes algériens reprochent aux communistes français le compte rendu très balancé de « *l'Humanité* » sur les événements et ils regrettent que le PCF n'ait pas osé parler de « *massacre* ». Pour le PAGS, l'argument de la « *non-ingérence* » invoqué par le parti frère ne vaut pas. Le PAGS a toujours désapprouvé le zèle - intéressé - du PCF à l'égard du FLN et le silence total de la presse communiste française sur le PAGS de 1976 à 1986. A mots couverts, toutefois. Ainsi : « *La palme revient malheureusement ces derniers temps à certains journaux de partis frères occidentaux qui sont très silencieux sur les arrestations et les déportations au Sahara de communistes dans notre pays pour des délits d'opinion, c'est-à-dire pour la position qu'ils ont exprimée à l'égard de la répression des manifestations de Constantine. Mais l'un de ces journaux n'hésite pas à titrer en haut de page sur trois colonnes : « Arrestations INADMISSIBLES » à propos d'interpellations de quelques citoyens en Tchécoslovaquie pour des interrogations (sic) qui n'ont même pas duré une journée* » (3). Or, il s'agit de « *l'Humanité* » du 7 janvier 1987. Pour le PAGS, le PCF est suspect d'« *opportunisme* » et d'antisoviétisme depuis sa période eurocommuniste.

Le PAGS défend l'idée de la nécessité absolue d'un parti communiste hégémonique et de la « *dictature du prolétariat* » pour construire le socialisme : « *Ce point de vue n'a pas toujours été partagé par l'ensemble de nos partis frères, comme en a témoigné la déclaration d'un parti communiste occidental qui affirmait à la Conférence des partis communistes d'Europe à Berlin en 1976 que l'Algérie était l'exemple et la preuve de la possibilité d'édifier le socialisme sous la direction d'un parti non-marxiste* » (4). Il s'agit du représentant du PC d'Espagne, mais, à la même conférence, le porte-parole du PCF, moins audacieux, substituait à la formule habituelle d'« *inter-*

nationalisme prolétarien » (la solidarité privilégiée entre partis communistes) celle de « *solidarité internationaliste* » (un internationalisme élargi aux « *mouvements de libération nationale* ») : « *Elle (notre solidarité internationaliste) va à Cuba socialiste comme aux peuples d'Indochine. Elle va au FLN algérien qui conduit sur la voie du socialisme son pays...* » (5). Le PAGS est même réservé sur la définition - soviétique - de l'Algérie et d'autres pays du tiers-monde comme « *Etats à orientation socialiste* », « *car elle suppose déjà la mise en œuvre réelle d'une politique donnée...* Aussi préférons-nous la formule d'« *orientation vers le socialisme* » qui indique un objectif à atteindre, une perspective même lointaine » (6).

Pendant l'eurocommunisme, de 1976 à 1979, le PCF critiquait, de façon feutrée, l'approche par trop diplomatique de l'Union soviétique et de son parti communiste dans leurs relations avec l'Occident. Le PAGS fait de même concernant le monde arabe : « *Il arrive, par exemple, que des appréciations déjà dépassées de chercheurs ou de journalistes de partis frères connaissent une diffusion propagandiste dans le monde arabe ou en Algérie où certains publicistes officiels sont tout heureux de les utiliser contre nous* » (7). Il est faux, selon le PAGS, d'assimiler la libéralisation économique réactionnaire en Algérie à la « *perestroïka* » soviétique.

Hostile aux réformes économiques du président Chadli, le PAGS ne contrariera pas les mesures de libéralisation politique qu'il envisage maintenant : le PAGS préconise depuis longtemps le multipartisme, qui lui permettrait enfin d'avoir pignon sur rue. Le PAGS est partisan d'un « *Front démocratique national* » regroupant toutes les organisations « *progressistes* » et « *antiimpérialistes* », front dans lequel il espère conquérir l'hégémonie et qui lui donnerait ses chances pour réaliser son objectif final, l'édification du socialisme sous sa direction.

Guy BARBIER

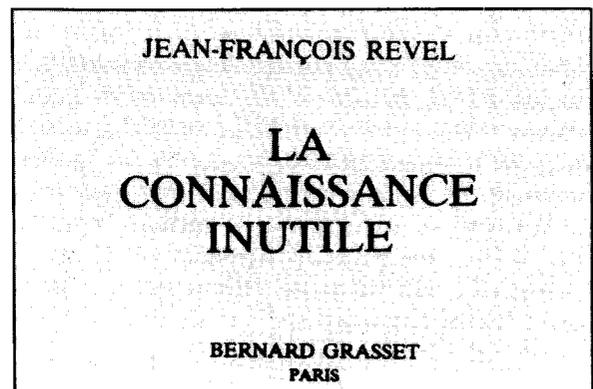
3) Id.

4) Id.

5) Georges Marchais, « *L'Humanité* » du 1.7.1976.

6) Intervention du PAGS au séminaire de la NRI.

7) Id.



LES ELECTIONS CANTONALES :

Le commentaire communiste

Lors de la réunion du Comité Central du P.C.F. des 12 et 13 octobre 1988, Claude Billard a présenté, au nom du Bureau politique, dont il est membre depuis février 1985, l'interprétation communiste officielle des résultats des élections cantonales des 25 septembre et 2 octobre. Ces commentaires, on s'en doute, ne sont pas tout à fait les mêmes que ceux des politologues les plus objectifs. Ils n'en sont que plus représentatifs de l'esprit du Parti et de sa politique (1).

« LA DROITE PLUS ARROGANTE QUE JAMAIS »

Passons rapidement sur ce que Claude Billard a dit des résultats obtenus par les autres familles politiques.

La droite, il la voit « *plus arrogante que jamais* », jugement qui déconcertera assurément tous ceux qui parlent du désarroi de cette même droite. Il est vrai que Claude Billard devait sacrifier au culte de la personnalité, toujours en honneur au P.C.F. et souligner que Georges Marchais avait eu raison, en juin 1988, de prétendre que « *la radicalisation de la droite se poursuit dans un sens de plus en plus haineux et réactionnaire avec l'intégration des voix de l'extrême-droite* ».

Ainsi, bien qu'il prétende que « *la forte baisse* » du nombre des voix du Front National réjouisse le Parti, Claude Billard ne sait aucun gré à l'UDF et au RPR d'avoir porté un coup sensible — le coup de grâce peut-être — au Front National en repoussant toutes les alliances avec les candidats de celui-ci. La droite classique en ses deux composantes n'en paraît que plus odieuse en dirigeant communiste, puisqu'elle a bénéficié de voix d'électeurs qui naguère votaient pour le F.N. On dirait qu'en regroupant ces voix sur ses candidats, elle s'est en quelque sorte incorporée la substance du Front national ! Il aurait fallu sans doute que la droite ne se contentât pas de condamner les positions prises par le Front National, mais qu'elle interdît aux électeurs qui avaient naguère donné leur voix au Front National de voter pour elle ! Au demeurant, si elle l'avait fait, la droite n'en aurait pas pour autant droit à un éloge, même furtif, du P.C.F.. Celui-ci s'est définitivement installé dans le manichéisme : pour lui, la droite incarne les puissances du mal, et cela, irrémédiablement. Jusqu'au jour toutefois où les besoins de la politique internationale de l'URSS

amèneront le PCF à parler une nouvelle fois de... « *front national* »...

Quant aux électeurs communistes qui sont revenus au bercail communiste, après un petit tour dans la mouvance du Front National, Claude Billard tuerait volontiers le veau gras pour fêter leur retour — si la consigne n'était pas de faire silence sur cet épisode fâcheux de l'histoire du P.C.F.

LE PARTI SOCIALISTE A PERDU

Le Parti socialiste est traité plus sobrement, mais sans aménité aucune.

Il connaît « *un recul sérieux* », « *un tassement* ». « *Avec 30 % des suffrages, il perd 4,7 % sur son score des législatives* ». La raison de ce recul : le mécontentement des électeurs qui, à l'élection présidentielle et aux élections législatives, avaient voulu battre la droite et qui ont vu les socialistes s'allier avec la droite et continuer sa politique.

D'où leur abstention et, pour un certain nombre d'entre eux, leur vote pour des candidats communistes. Car Claude Billard se plaît à noter le retour au bercail d'électeurs qui avaient délaissé le P.C.F. pour le Parti socialiste. Mais, répétons-le, il oublie ceux qui sont revenus au Parti après avoir fait deux ou trois petits tours de valse électorale avec le Front National.

LE P.C.F. RÉSISTE

Les résultats obtenus par son propre parti incitent Claude Billard et la direction du PCF à un optimisme quasi-triomphe :

« *Après le redressement opéré aux élections législatives de juin et un gain de 1,6 % sur celles de 1986, cette nouvelle avancée porte un coup sérieux aux prophéties du déclin inexorable du Parti communiste. Avec 13,4 %, les candidats communistes progressent de 2 % en moins de quatre mois et font mieux qu'aux cantonales de 1985* ».

Il y aurait mauvaise grâce à contester que le Parti communiste a, pour une part, enrayé sa chute — et, nous le dirons plus loin, ce serait une erreur de croire que celle-ci puisse le faire tomber beaucoup plus bas.

Nous avons indiqué déjà que la remontée du P.C.F. aux élections législatives (9,7 % des suffrages exprimés en 1986 et 11,3 % en 1988) pour consolante, voire revigorante qu'elle soit pour les militants, perdait un peu de cette vertu quand on constatait que, par rapport au nombre des élec-

1) De larges extraits du rapport de Claude Billard ont paru dans *l'Humanité* du 13 octobre 1985.

teurs inscrits, le pourcentage demeurait le même : 7,2 %.

En 1986, les candidats communistes avaient recueilli 2 740 972 voix aux élections cantonales ; en 1988, le nombre de leurs suffrages s'était élevé à 2 765 761, soit 24 789 de plus (pour 404 458 inscrits de plus). Bref, tout ce qu'il était permis d'écrire, c'est que le nombre des citoyens faisant confiance au P.C.F. était demeuré le même — cette stabilisation constituant déjà un assez bon motif de satisfaction. Dans la langue de bois, qui a ses subtilités et ses euphémismes, les communistes auraient pu assez légitimement parler de « *consolidation* ».

On constate le même phénomène quand on compare les résultats obtenus par le P.C.F. aux élections cantonales de 1976, 1979, 1982, 1985 et 1988. Lors des dernières élections, les candidats communistes ont obtenu 13,3 % des suffrages exprimés, contre 12,5 % en 1985 ; mais, par rapport aux électeurs inscrits, leur pourcentage est tombé de 8,0 % en 1985 à 6,4 % en 1988.

Certes, il faut tenir compte des abstentions, dont la lassitude électorale a accru considérablement le nombre. Seulement, en règle générale, les électeurs communistes sont, si l'on peut dire, mieux « accrochés » que ceux des autres partis et, quand il y a un gonflement du nombre des abstentionnistes, le phénomène affecte moins le P.C.F. que les autres formations.

Claude Billard a rejeté en passant cette explication, quand il a parlé de ceux qui « *invoquent le fort taux d'abstention pour dénier toute valeur au redressement électorale du parti communiste français* ». Mais il n'a fourni aucun argument contre cette interprétation, fondée sur la plus

grande résistance à l'abstention du bloc des électeurs communistes.

Il aurait dû, au contraire, se glorifier de cette fidélité des électeurs communistes. L'observateur, en tout cas, doit en tenir compte. Il doit écarter comme hautement improbable l'hypothèse d'un déclin continue qui amènerait, d'ici quelques années, le Parti communiste dans le voisinage de l'anéantissement électoral. L'expérience prouve et la réflexion confirme qu'il existe, électoralement, une sorte de « culot incompressible » d'électeurs qui, quoi qu'il arrive, voteront toujours communiste.

Ils étaient en gros 2 700 000 en 1986 et en 1988, et aussi à l'élection présidentielle de 1988, si l'on ajoute les voix de Juquin à celles de Lajoinie.

Est-ce que ce bloc, ainsi réduit, peut s'effriter encore ? Ce n'est pas impossible, mais il ne faut plus s'attendre à de nouveaux reculs spectaculaires. Il existe dans notre société de 7 à 8 % de citoyens qui seront toujours disposés à voter pour des candidats d'opposition systématique au gouvernement, au régime, à la société. Ils voteront communiste tant qu'il y aura des candidats communistes, c'est-à-dire tant qu'il y aura un Parti communiste. Et comme le Parti communiste n'est pas un parti électoral, comme il y a d'autres raisons d'exister que l'espoir d'arriver un jour au pouvoir par la voie du suffrage universel, il continuera à exister, même s'il perd encore et encore des électeurs. Et, continuant à exister, il continuera à présenter des candidats aux diverses élections, donnant ainsi au bloc irréductible dont nous parlions plus haut la possibilité de manifester son existence.

Claude HARMEL

Le P.C.F. aux élections cantonales (1976-1988)

Années	Inscrits	Suf. expr.	P.C.F.	% SE	% sus
1976	16 616 897	10 552 868	2 409 040	22,8	14,4
1979	16 905 271	10 712 811	2 405 655	22,4	14,2
1982	19 000 860	12 575 535	2 000 345	15,9	10,5
1985	18 217 095	11 711 086	1 479 297	12,6	8,1
1988	18 962 152	9 087 397	1 217 336	13,3	6,4

N.B. : Ces statistiques sont celles du Ministère de l'Intérieur, reproduites d'après *Le Monde* 10-3-76, 18-3-79, 14-3-82, 14-3-85 et 28-3-88. Les résultats englobent la métropole et l'Outre-Mer.

Le PCF et les élections législatives

Nous publions ci-après les tableaux qui, faute de place, n'ont pas pu accompagner, dans notre numéro 56 de juillet-août 1988, l'article de Claude Harmel

« *Après les élections, grâce au PS, le PCF comptera encore* » :

I
Les résultats électoraux
de 1924 à 1988

Années	Inscrits	Suff. exprimés	Parti communiste		
			Voix	% Ins.	% S.E.
		III^e République			
1924	11 070 360	9 219 073	875 812	7	9,5
1928	11 395 760	9 415 542	1 063 943	9,3	11,3
1932	11 561 751	9 445 903	794 883	6,8	8,4
1936	11 768 491	9 687 519	1 487 336	12,7	15,3
		IV^e République			
1945	24 622 682	19 189 799	5 005 336	20,3	26
1946 juin	24 657 128	19 880 741	5 199 111	21	26,1
1946 nov.	25 052 233	19 203 070	5 489 288	21,9	28,6
1951	24 530 523	19 129 064	4 910 547	20	25,6
1956	26 772 255	21 313 441	5 454 589	20,3	25,6
		V^e République			
1958	27 244 729	20 492 371	3 882 204	14,2	18,9
1962	27 526 358	18 333 791	4 003 553	14,5	21,8
1967	28 291 838	22 392 317	5 029 808	17,7	22,4
1968	28 171 635	22 138 657	4 435 357	15,7	20
1973	29 901 822	23 751 213	5 085 108	17	21,4
1978	34 394 378	28 098 113	5 791 525	16,7	20,6
1981	35 536 041	24 823 065	4 003 025	11,2	16,1
1986	36 605 381	27 485 667	2 663 734	7,2	9,7
1988	37 945 582	24 944 792	2 765 761	7,2	11,3

II
Indices de l'évolution des résultats
obtenus par le P.C.F.
(base 100 = 1945)

Années	Voix	% Inscrits	% S.E.
1924	"	34,4	36,5
1928	"	45,8	43,4
1932	"	33,4	32,3
1936	"	63,5	58,8
1945	100	100	100
1946-1	103,8	103,4	100,3
1946-2	109,6	107,8	110
1951	98,0	98,5	94,4
1956	108,9	100	98,4
1958	77,5	69,9	72,6
1962	79,9	71,4	83,8
1967	100,4	87,1	86,1
1968	88,6	77,3	76,9
1973	101,5	83,7	82,3
1978	115,7	82,2	79,2
1981	79,9	55,1	61,9
1986	53,2	35,4	37,3
1988	55,2	35,4	43,4

N.B. : Nous n'avons pas calculé l'indice des voix pour les quatre premières consultations. En effet, le vote des femmes n'est intervenu qu'à partir de la cinquième, en 1945. La comparaison n'est donc pas possible.

Portrait

Vadim Andreïevitch MEDVEDEV

Membre du Bureau politique et Secrétaire du Comité Central du PCUS

Vadim Medvedev apparaît comme l'un des principaux bénéficiaires de la réorganisation du Parti, après le plénum du 30 septembre dernier. Précédemment secrétaire du Comité central chargé des relations avec les partis frères au pouvoir, il s'est trouvé soudain propulsé au Bureau politique, directement comme membre titulaire. En soi, une telle promotion n'est pas réellement surprenante. Depuis l'accession de Gorbatchev au pouvoir, d'autres secrétaires du CC, comme Viktor Nikonov ou Nikolaï Slioukov, ont été également propulsés brutalement au BP.

Ce qui est plus surprenant, c'est que Medvedev ait simultanément changé de domaine de compétence pour prendre la tête de la nouvelle commission du CC chargée de l'Idéologie. Or jusqu'à présent, le membre du BP qui était en même temps secrétaire du CC chargé des départements idéologiques était considéré comme le numéro deux du Parti et le successeur du secrétaire général en cas de vacance. Andropov, Tchernenko et Gorbatchev ont tous trois occupé ce poste juste avant d'accéder au fauteuil suprême. Depuis 1985, c'était legor Ligatchev qui remplissait ces fonctions.

Il est encore trop tôt pour dire si Vadim Medvedev est réellement devenu le numéro deux. Protocolairement, sur les gradins du Soviet suprême, il semble pour l'instant avoir le même rang que Nikonov, Slioukov et Alexandre Takovlev (1), derrière des dirigeants comme Lev Zaïkov, Viktor Tchebrikov, Edouard Chevadnadzé et, bien sûr, Ligatchev. Il est bien sûr possible qu'il prenne rapidement de l'importance et dévalle à tout allure les gradins pour venir s'installer au premier rang, à la place de Ligatchev.

Il se peut aussi que la restructuration de l'appareil du Parti soit à l'origine de nouvelles conventions entre dirigeants : les départements idéologiques n'auraient plus l'importance qu'ils avaient prise avec Mikhaïl Souslov pendant toute la période brejnévienne. L'équilibre du pouvoir, qui était garanti par la direction bicéphale du Parti (secrétaire général/secrétaire à l'Idéologie) peut être aujourd'hui assuré d'une autre manière (2).

Vadim Medvedev est né le 29 mars 1929, dans le village de Mokhonkovo, région de Iaroslavl. En 1951, il obtint un diplôme de l'Université d'Etat de Léninegrad, où il trouva immédiatement du travail comme assistant, pendant quatre ans. Son

adhésion au Parti date de 1952. En 1956, il est nommé doyen de l'Institut des ingénieurs des transports par rail, toujours à Léninegrad. En 1961, il devient titulaire d'une chaîne à l'Institut technique d'économie politique de Léninegrad.

C'est en 1968 qu'il entre dans l'appareil du Parti. D'abord à Léninegrad, comme secrétaire du comité de la ville, puis à partir de 1970, à Moscou, dans l'appareil du Comité central, comme chef-adjoint du département de la Propagande. De 1970 à 1973, son chef direct fut Aleksandre Iakovlev.

Medvedev demeura là jusqu'en 1978, année où il fut nommé au poste prestigieux de recteur de l'Académie des sciences sociales du Comité central du PCUS. En 1983, sous Andropov, il revient à l'appareil du Parti pour prendre la tête du département des sciences et de l'éducation du Comité central.

Membre de la Commission de révision du PCUS depuis le XXV^e congrès du Parti, en 1976, il accéda au rang de membre titulaire du Comité central du Parti lors du XXVII^e congrès, en mars 1986, congrès qui marqua le début de la politique gorbatchévienne de restructuration. Immédiatement après le congrès, il fut nommé secrétaire du Comité central, chargé des partis frères. A ce poste, il s'est montré discret, son seul acte marquant ayant été d'accompagner Gorbatchev en Yougoslavie, l'an dernier.

Bien que sa nomination à la tête de la commission idéologique paraisse surprenante, il n'en semble pas moins parfaitement qualifié pour l'assumer. Huit ans au département de la Propagande, cinq à l'Académie des sciences sociales et deux aux relations avec les partis frères lui donnent en ce domaine une formation que bien peu de ses prédécesseurs ont eue. Si la direction a établi d'autres règles du jeu pour empêcher toute dérive du pouvoir, elle a pu sans crainte confier l'Idéologie à un authentique spécialiste. En revanche, la vague ressemblance physique de Medvedev avec le défunt Mikhaïl Souslov est certainement pour rien dans sa promotion.

Pierre LORRAIN

(Biographie établie à partir de la base de données informatiques de l'auteur).

(1) Voir dans ce numéro, notre article page 1.

(2) Il se peut aussi que Gorbatchev ait cumulé tous les pouvoirs entre ses mains et que la direction soit à nouveau entrée dans l'une de ces périodes de « culte de la personnalité » ou de « subjectivisme ». Mais cette hypothèse, pour l'instant, n'est fondée sur aucun fait tangible.

le point de vue d'Est & Ouest

Avec les communistes, ne jamais payer d'avance

Les socialistes ont-ils cru qu'il leur serait possible de négocier et de conclure avec les communistes un accord national en vue des élections municipales de 1989, comme cela s'était fait entre leurs deux partis et comme le Parti socialiste avait accepté de le faire, contrairement à sa tradition, pour les élections municipales de 1977 et de 1983 ?

Il aurait été d'autant plus normal que les communistes payassent les socialistes de retour — ne serait-ce qu'en faisant semblant d'engager la négociation au lieu d'opposer à leur demande un *non possumus* insolent — que les socialistes n'ont pas cessé de multiplier complaisances et gentillesses à l'égard du PCF.

Les socialistes auraient pu profiter de la supériorité électorale qu'ils ont acquise en 1981 (et pour de longues années, même s'il y aura encore des hauts et des bas) pour traiter les communistes avec hauteur. Ils auraient pu reprendre le mot fameux : « Maintenant, messieurs, nous n'avons plus besoin de vous ». Ils le pouvaient d'autant mieux, moralement parlant, que les communistes avaient rompu eux-mêmes le pacte signé en 1972. Déjà, en mars 1978, ils avaient tout fait entre les deux tours des élections législatives pour effrayer les modérés et empêcher la victoire de la gauche. C'est malgré eux qu'en 1981, M. Mitterrand avait été élu président de la République. Et si leur campagne contre lui, compris dans ce qu'ils appelaient alors « *la bande des trois* » (Mitterrand, Giscard d'Estaing et Chirac), n'avait pas été portée au niveau de violence dont ils sont capables, c'est qu'à force de la souhaiter, ils étaient si certains de la défaite de M. Mitterrand qu'ils n'avaient pas jugé utile de se donner à plein. Un tel comportement autorisait sans conteste les socialistes à prendre acte de la rupture et à dénoncer, devant ce que M. Mauroy appelle si emphatiquement le « peuple de gauche », la déloyauté en quelque sorte congénitale du Parti communiste. Bref, il ne tenait qu'à eux de refouler pour longtemps le Parti communiste sur les marges de la vie politique, de le réduire à l'état d'un groupe restreint, isolé et sectaire.

Mais non. Poussés moins par un calcul rationnel, par la considération mathématique des avantages et des inconvénients, que par des passions inconscientes et d'obscurs complexes, ils ont tendu la main à ceux qui avaient si ouvertement travaillé à leur défaite. Laissons l'offre de participation au gouvernement qu'ils firent aux communistes et dont ceux-ci furent les premiers surpris : c'est déjà de l'histoire ancienne. Les six derniers mois nous offrent assez d'exemples de la complaisance du PS envers le PCF pour qu'il soit inutile de considérer une plus longue période.

Songez à l'ordre — abusif — donné par Pierre Mauroy (qui aime assez ces attitudes autoritaires) au Dr Kouchner d'avoir à retirer sa candidature au second tour du scrutin lors des élections législatives, pour ne pas porter ombrage au candidat communiste arrivé en tête au premier tour ; et pour ne pas risquer de s'entendre reprocher d'avoir permis, à ce candidat « sans parti » parrainé par le PS, de réunir sur son nom non seulement les voix socialistes, mais aussi celles des centristes et de ceux des électeurs de droite qui ont le bon esprit de faire « malgré tout » une différence entre communistes et socialistes. Songez que les socialistes n'ont apporté qu'un soutien temporaire et insuffisant à Pierre Juquin et aux communistes dissidents de toutes tendances, alors qu'il y avait là un moyen d'arracher au PCF une partie de son électorat et de la fixer durablement sur des positions intermédiaires, finalement plus proches de celles du PS que de celles du PCF. Songez enfin à cette modification que les socialistes ont fait apporter au règlement de l'Assemblée Nationale afin que, malgré leur petit nombre, les députés communistes puissent former un groupe parlementaire et jouir des avantages considérables que cela comporte, notamment la possibilité d'intervenir dans l'organisation du travail parlementaire.

N'allons pas jusqu'à dire que c'était là, de la part de M. Mauroy, de M. Joxe et de leurs camarades, des gestes gratuits. Même si leur esprit est aujourd'hui ainsi modelé par les retours de flamme de l'idéologie révolutionnaire qu'ils eussent craint d'apporter de l'eau au moulin de la droite, voire à celui du fascisme (!), en contribuant plus encore à la mise à l'écart du PCF, ce n'est pas seulement pour la tranquillité de leur conscience qu'ils faisaient ces cadeaux au PCF : ils entendaient

être payés de retour. Ils donnaient, mais c'était pour qu'on leur donnât. Pour prévenir tout reproche d'être des diviseurs, ils se montraient, comme disait Thorez, « *unitaires pour deux* ».

Les communistes viennent de leur rappeler (ou, pour les plus jeunes, de leur apprendre) que ce n'est pas la bonne façon de les prendre. Si vraiment on veut attendre d'eux quelque retour, il ne faut jamais payer d'avance, ni leur donner quelque chose qui ne pourrait ensuite être repris. Il faut vraiment pratiquer le « donnant donnant » et ne lâcher le chèque qu'au moment où l'on saisit la quittance. N'oublions pas que pour ces descendants dégénérés de Marx et de Hegel, tout n'est que rapport de forces, et que le parti qui s'est, prématurément et sans contrepartie, dessaisi d'un gage, a créé ainsi une situation nouvelle, un nouveau rapport de forces, et donc une vérité nouvelle, la vérité n'étant dans cette philosophie qu'une sorte de reflet de la réalité concrète. Le Parti ne se dédit donc pas, c'est la réalité qui n'est plus la même.

La leçon, cette fois, sera-t-elle profitable ?

*
**

Les socialistes et quelques autres avec eux — mais ce sont les socialistes qui sont en première ligne — devraient bien se convaincre que les communistes n'ont pas changé, ne changeront pas, et aussi que leur affaiblissement actuel, au lieu de les inciter à s'ouvrir, à s'assouplir, à adopter des comportements politiques plus normaux, les encourage au contraire à se replier sur eux-mêmes, sur le « *noyau dur* » du Parti » (l'expression est à la mode). Il compense par la qualité ce qu'il perd dans l'ordre de la quantité. Dans la tribune de discussion ouverte dans « *l'Humanité* » en vue de la conférence des 12 et 13 novembre prochain, un militant s'est réjoui de ce que, ces dernières années, les communistes vivaient « *mieux leur rôle de révolutionnaires marxistes dans un Parti qui a retrouvé son identité* » (o.c 21-10-88). Soyons persuadés que c'est là le sentiment du plus grand nombre, y compris parmi les dirigeants : ils ont déjà quitté plus ou moins ouvertement le Parti, ceux qui ne se réjouissent pas de cette espèce de retour aux sources, de ce retour à l'avant 1956, voire à l'avant 1935, ce retour sur des positions d'opposition universelle, systématique et brutale.

Peut-être avons-nous pris nous-mêmes un peu trop à la légère l'autocritique à laquelle s'est livré naguère Georges Marchais (autocritique qui atteignait d'ailleurs ses prédécesseurs plus que sa propre personne), quand il a déclaré que le Parti était dans l'erreur — quant à sa tactique politique — depuis 1955 et 1956 : depuis qu'à l'invitation de Khrouchchev, il avait adopté à nouveau la tactique de « *la voie pacifique* », de « *la voie parlementaire* », et qu'il cherchait parvenir au pouvoir par le moyen d'une alliance avec le Parti socialiste et l'ensemble des formations de gauche. Les communistes sont aujourd'hui convaincus que c'est cette tactique de l'union de la gauche sur un programme commun de gouvernement qui leur a fait perdre tant d'électeurs et tant d'adhérents, qui surtout a manqué de leur faire perdre leur âme (si toutefois ce mot figure encore dans leur vocabulaire). L'esprit du Parti a failli se décomposer et comme se diluer dans ce conglomerat hétéroclite où il fallait faire ami-ami avec trop de gens de trop de sortes ; où, à force de dissimuler la révolution derrière le réformisme, on finissait par ne plus savoir si la vérité n'était pas du côté du réformisme plutôt que de celui de la révolution.

Certes, les doctrinaires des méthodes « marxistes-léninistes » ont toujours su que la pratique des fronts (front unique, front populaire, front national) comportait des dangers pour le maintien de l'identité communiste. A force de côtoyer amicalement les militants des autres partis dans le cadre d'un front de type quelconque, de se taire sur ce qui divise pour ne parler que de ce qui unit, on a des chances d'enlever à ces partis certains de leurs ressortissants et de les amener vers le PCF — c'est cela, le célèbre « *plumage de la volaille* » — mais on court aussi le risque de voir les militants communistes « *vaciller* », « *perdre pied* » (ce sont des expressions de la langue de bois), n'être plus si sûrs que seul le PCF détient la vérité et que tous les autres partis sont dans l'erreur.

Aussi le Parti a-t-il toujours pris le plus grand soin de préciser — quand il réalisait un front ou contractait une alliance — que les partenaires, alliés sur un sujet précis, gardaient les uns à l'égard des autres toute leur liberté de critique. Les communistes savent fort bien qu'ils éprouvent moins de gêne que leurs partenaires à profiter de cette liberté de critique.

Longtemps, l'expérience a prouvé, notamment au temps du Front populaire, puis à la

Libération, que les communistes, tout en parlant d'unité, tout en se prétendant (nous y avons fait allusion plus haut) unitaires pour deux, n'ont jamais cessé de mener avec succès la lutte contre leurs alliés du moment, en particulier contre les socialistes, afin d'une part de ne pas se laisser enlever la direction des opérations et de l'autre, de ne pas perdre leur originalité : c'est en application de cette conception singulière de l'unité d'action que, durant la guerre d'Espagne, il y eut simultanément deux guerres civiles, celle qui opposait les républicains aux franquistes et celle qui, à l'intérieur du camp républicain, opposait les communistes à tous ceux qui auraient pu leur ravir tout ou partie de la victoire, au cas où Franco eût été battu.

Or, il se trouve que, dans la période dénoncée aujourd'hui par M. Marchais comme celle où l'erreur triomphait, où le Parti se fourvoyait (en particulier depuis 1965 et la décision de ne pas présenter de candidat communiste au premier tour de l'élection présidentielle), le Parti a baissé la garde. Il n'a plus assez averti ses électeurs et ses militants d'avoir à se méfier de tout le monde, y compris avant tout de ceux qui paraissaient le plus proches de lui et avec qui il avait passé un accord. La fraternisation n'est bonne que si elle amène les militants d'en face à se rallier au communisme. Elle ne peut être bilatérale sans que le militant communiste ne s'affadisse, et son parti avec lui. La tactique de l'unité d'action doit être comme un escabeau qui permet d'accéder au Parti, non comme un escabeau qui permettrait d'en descendre. Or c'est ce rôle-là que, de toute évidence, cette tactique a joué au cours des années 1970 : on en a vu les effets en 1981.

*
**

La leçon a servi. Le Parti est résolu à se replier sur lui-même et à souligner, à exaspérer ses différences avec les autres, pour retrouver son identité.

Sans doute est-ce une règle générale que l'isolement est pour tout parti communiste la pire des situations. Aucun parti communiste ne peut espérer atteindre ses objectifs s'il ne bénéficie pas de l'aide d'autrui, s'il ne peut pas mobiliser à son profit d'autres forces que les siennes, par l'intermédiaire des organisations qui les entraînent et les représentent. Le noyautage des organisations de masse « non-communistes » et la constitution de fronts divers constituent donc, pour un parti communiste, une obligation vitale. L'isole-

ment, c'est l'impuissance, le rabougrissement et peut-être la mort.

Seulement cette règle générale souffre des exceptions : quand le Parti a besoin de se refaire une santé, si l'on peut dire, de se retrouver, de consolider ou de reconstituer son « *noyau dur* » sans lequel il cesserait rapidement non seulement d'être lui-même, mais tout simplement d'être. Et nous sommes aujourd'hui dans une de ces périodes où le PCF doit faire mentir la règle.

Les socialistes auront beau (s'ils en gardent le goût) multiplier les paroles apaisantes et les gestes amicaux à l'adresse des communistes : ils ne feront que pousser ceux-ci à radicaliser encore leurs attaques, leurs dénonciations. Comme le moi qui, selon Maine de Biran, ne se pose qu'en s'opposant, c'est en s'opposant avec force aux socialistes, notamment aux socialistes qui se veulent le plus proches de lui, que le Parti communiste consolidera son moi propre.

On verra plus tard à rassembler à nouveau des forces diverses autour d'un PC redevenu sûr de lui-même.

Sans doute, l'état des esprits, les idées aujourd'hui régnantes ne permettent-ils pas au Parti communiste de reprendre le langage ou de refaire les gestes dans lesquels il excella au temps de la « *tactique classe contre classe* », quand la social-démocratie était « *le principal soutien social de la bourgeoisie capitaliste* » et traitée en tant que telle. Ce serait tout près du grotesque. Il faut donc user d'une autre méthode et surtout d'un autre langage. Mais, sous des apparences différentes, avec plus de modération sans doute, le même esprit qu'alors agite le Parti communiste. Il n'a aucune envie de s'intégrer ni dans le système politique, ni dans le système économique et social de la République française.

Les socialistes feraient bien d'y réfléchir et de se pencher sur leur histoire pour comprendre ce qui leur arrive, car ce n'est pas la première fois qu'ils sont ainsi bafoués.

Il est vrai qu'on se demande s'il n'y a pas eu un beau jour solution de continuité dans le développement du parti socialiste et si cette histoire que nous invoquons est vraiment sentie par les socialistes d'aujourd'hui comme étant vraiment leur histoire, dans la mesure d'ailleurs où ils la connaissent.

EST & OUEST



chroniques

LES NON-ALIGNÉS REPRENNENT LA PAROLE

Début septembre, pendant six jours a siégé à Nicosie (Chypre) la conférence des ministres des Affaires étrangères des 101 pays non-alignés. Cette rencontre a été soit passée sous silence, soit résumée en quelques phrases seulement dans les organes de presse occidentaux.

Pourtant ce mini-événement non seulement a présenté un réel intérêt, mais a comporté une novation par rapport aux réunions du même genre tenues dans le passé.

Fondé lors d'une conférence ouverte à Belgrade en 1961, ce mouvement a, au fil des années, gagné en nombre de participants, mais perdu en indépendance. Cela est devenu patent tout particulièrement au cours des années 70. Comme diraient les marxistes-léninistes, un tel développement n'a pas été l'effet du hasard. Il s'explique par « *la modification du rapport des forces dans l'arène mondiale* », pour employer le vocabulaire de Brejnev. Aux non-alignés plus ou moins authentiques ralliés au mouvement dès ses débuts, vinrent s'ajouter de faux non-alignés, dont le Vietnam constitue le meilleur exemple. Une « fraction » soviéto-communiste se forma donc en son sein et cette fraction ne tarda pas à y jouer un rôle grandissant, toujours dans l'intérêt de Moscou et nullement du non-alignement. Dans les années 70, dix nouveaux pays devinrent marxistes-léninistes. Tous les dix adhérèrent au mouvement des non-alignés. Lors de chacune des conférences générales du mou-

vement, tenues tous les trois ans, des positions radicales nettement pro-soviétiques furent adoptées. En voici quelques exemples.

A la conférence de Lusaka (1970), les non-alignés refusèrent de condamner l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Armée rouge. Lors de la conférence suivante (Alger, 1973), sur l'initiative de Fidel Castro la Chine communiste, en difficulté avec l'URSS, fut condamnée. Lors de la sixième conférence (La Havane, 1979), Tito en personne, déjà malade (il devait mourir en 1980), tenta de s'opposer au camp prosoviétique, dont le principal porte-parole était à nouveau Fidel Castro. Celui-ci eut néanmoins gain de cause et à l'issue de la conférence, il eut trois ans pour influencer le mouvement tout entier (les statuts du mouvement des non-alignés fixent le siège central de celui-ci dans le pays hôte jusqu'à la conférence suivante).

**

Curieusement, lors de la récente conférence de Nicosie les participants furent témoins d'un nouvel affrontement yougoslavo-cubain, qui cette fois tourna à l'avantage de Belgrade. Il s'agissait de choisir le pays hôte de la prochaine conférence générale. Cuba soutenait la candidature du Nicaragua, mais une majorité s'y opposa ; finalement, il fut décidé à l'unanimité que la neuvième conférence aurait lieu à Belgrade, qui pourtant n'était pas candidate.

Avant de voter, toutefois, les ministres des Affaires étrangères donnèrent libre cours à leurs sentiments et ressentiments quant à la situation au sein du mouvement lui-même. Visible-ment, le rapport des forces au sein des non-alignés n'est pas aujourd'hui, à la fin des années 80, le même qu'à la fin des années 70. L'un des discours les plus critiques fut prononcé le 7 septembre par Kishore Mahbubani, ambassadeur permanent de Singapour aux Nations-Unies et chef de la délégation de son pays à la conférence de Nicosie.

D'emblée, il ne ménaga pas ses propos : « *Aujourd'hui, notre mouvement aurait dû occuper le devant de la scène, déterminer la cadence et la direction des changements globaux, politiques et économiques. Hélas, tel n'est pas le cas. On dirait qu'une grande rivière s'est perdue dans les marécages. Un mouvement existant déjà depuis 34 ans et groupant 101 pays est devenu une force marginale sur la scène mondiale ; il fait à peine plus que produire des déclarations de 300 pages que personne ne lit.* »

L'orateur passa ensuite du général au concret : « *Alors que les Nations Unies ont adopté une position morale forte sur les questions d'Afghanistan et du Cambodge, le mouvement non-aligné n'a pas pris une attitude ferme ; en conséquence, sa crédibilité a souffert... Notre mouvement n'a joué aucun rôle dans le règlement de ces questions. Le mouvement non-aligné n'a rien fait non plus dans le processus de paix en cours entre l'Iran et l'Irak, pourtant deux pays non-alignés, non plus que dans les efforts déployés pour mettre fin au conflit en Angola.* »

D'autres discours, moins violents dans la forme, furent prononcés par plusieurs chefs de délégation : Chypre, Zimbabwe, Égypte, Zaïre, Maroc, Cameroun, Yougoslavie, etc. Le mot-clé répété dans ces interventions fut l'exigence de « *modernisation* » du mouvement.

Après six jours de débats, un document final fut adopté, comportant comme principal élément nouveau la constitution d'un Comité spécial chargé d'étudier le rôle et l'objectif du mouvement dans les conditions actuelles. Tous les pays membres pourront participer aux travaux du Comité, mais si leur participation y sera facultative, en revanche celle des pays-hôtes des conférences générales tenues de 1961 à 1989 sera obligatoire.

La Yougoslavie s'est vu

confier un rôle majeur précisément au moment où elle est accablée de problèmes intérieurs et par conséquent, moins intéressée à l'évolution de la politique mondiale. Déjà, l'acceptation que la prochaine conférence se réunira à Belgrade a dû, avant de devenir définitive, passer par plusieurs instances dirigeantes : Présidium de l'État, gouvernement, Ligue des communistes, Assemblée nationale et municipalité de Belgrade...

Branko LAZITCH

TOUJOURS L'HISTOIRE OFFICIELLE EN URSS

On ne se refait pas d'un seul coup, même quand on a vraiment envie de se refaire, ce qui demeure encore, concernant Gorbatchev et le PCUS, à l'état d'hypothèse.

C'était une des manifestations typiques du totalitarisme communiste que de réserver aux partis communistes le soin, le droit de rédiger leur propre histoire. Gorbatchev partage toujours cette conception-là.

Comme toujours, c'est Staline, génie universel, qui avait donné le ton. Avant qu'il n'intervînt dans ce domaine-là aussi, on avait dû se contenter, en fait d'histoire du Parti, d'une série de conférences faites par G. Zinoviev en 1924 et publiées sous le titre d'« *Histoire du Parti communiste russe* ». Certes, c'était-là déjà une histoire officielle, écrite par le président de l'Internationale communiste, dans un esprit d'apologie du Parti et pour l'édification des jeunes, mais elle portait jusqu'à un certain point la marque d'une pensée personnelle. Et puis, quand Zinoviev eût été envoyé « *ad patres* », son ouvrage le suivit dans la poubelle de l'histoire — si bien qu'il n'y eût plus, en fait d'histoire du Parti, que le vide.

Rien de plus dangereux qu'un vide de cette nature : s'il n'est pas comblé au plus vite, il attire, il suscite la curiosité ou il inspire

la terreur. Il fallait le combler si l'on ne voulait pas que, tôt ou tard, il ne le fût par des gens qui, si bien intentionnés qu'ils fussent, risquaient de dire des choses qui ne seraient pas « convenables ». Staline prit donc l'affaire en main et, deux ans avant la guerre, on vit paraître, traduite immédiatement en un nombre considérable de langues, « *Histoire du Parti communiste (bolchévique) de l'URSS* » sans nom d'auteur, mais dont le titre était accompagné de cette mention : « *Précis rédigé par une commission du Comité central du PC (b) de l'URSS et approuvé par le Comité central du PC (b) de l'URSS 1939* ».

Soucieux de soigner son image d'homme en qui le mérite n'avait d'égal que la modestie, Staline n'avait pas signé l'ouvrage, mais avait fait en sorte que tout le monde sût que c'était son œuvre, bien que ce ne fût pas lui qui eût tenu la plume.

Tout iconoclaste qu'il se voulût, Khrouchtchev suivit cet exemple. Aucun communiste avant lui n'avait fait autant qu'il ne le fit dans son célèbre « rapport secret » pour déchirer les voiles sous lesquels on avait soigneusement dissimulé quelques uns des aspects des plus odieux de l'histoire du communisme. Il est même permis d'écrire que, s'il a eu des émules parmi les

communistes depuis lors, personne ne l'a jusqu'à ce jour dépassé. Or, il tint lui aussi à ce qu'il y eût une histoire officielle du Parti communiste, et seulement cette histoire officielle.

Ainsi parut, en 1986, « *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique* », elle aussi aussitôt traduite en de multiples langues. Contrairement à l'ouvrage précédent, elle ne portait pas officiellement le label du Comité central du PCUS. Le lecteur était seulement avisé que ce « *manuel* » (remarquez la modestie, voire l'humilité des titres : d'abord « *précis* », ensuite « *manuel* » ; pourquoi pas « *memento* » pendant qu'on y était ?), que donc « *le manuel a été composé sous la direction de B. Ponomarev, membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'URSS, par les auteurs suivants* »... Suivaient dix noms d'académiciens, d'historiens et d'universitaires.

Apparemment, le travail avait été confié à des hommes de science, agissant en tant que tels. Mais l'apparence ne trompait personne, chacun sachant qu'à son titre — modeste — de membre correspondant de l'Académie de Sciences, Boris Ponomarev en ajoutait un autre, qui, en l'occurrence, avait au moins autant d'importance : celui de membre du secrétariat du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

**

Notre excellent Parti communiste français avait eu grand soin d'imiter le grand parti frère. Avant la guerre, à la demande de son bureau politique, André Ferrat avait rédigé une « *Histoire du Parti communiste français* », véritable monument de délire bolchévique, qu'avait publié le très officiel *Bureau d'éditions*. Mais cette espèce d'« à la manière de Zinoviev » n'était plus suffisante lorsque le PC de l'URSS eût publié le « *précis* » de son histoire. La direction du PCF décida donc de mettre en chantier une histoire officielle

du Parti. — la parution de l'ouvrage projeté aurait fait partie de la célébration du 20^e anniversaire du PCF.

—, « *Le 8 juin 1939, devant une commission du Comité central travaillant à l'élaboration de matériaux sur l'histoire du PCF* » — Maurice Thorez avait « proposé » une « périodisation » de cette histoire en même temps que « *quelques idées maîtresses dont tous les lecteurs de « Fils du peuple » observeront la profondeur et la remarquable continuité* ».

Ces dernières lignes sont extraites de la présentation dont la rédaction des « *Cahiers du communiste* » fit précéder le texte de Thorez quand elle le publia pour la première fois dans le numéro d'avril 1950 de la revue du Comité central (1). Le culte de la personnalité de « *celui, en France, que nous aimons le plus* » battait alors son plein.

Les événements entraînent l'abandon du projet de 1939. Après la guerre, Thorez fit paraître son autobiographie, *Fils du peuple*, rédigée par Fréville, et cet ouvrage tint lieu d'histoire officielle du Parti. Mais, lors du XIV^e congrès du PCF, en juillet 1956 — cinq mois après le XX^e Congrès du PCUS et le « rapport secret » de Khrouchtchev —, Thorez, abandonnant quelques unes des pratiques les plus voyantes du culte de la personnalité, fit intégrer ceci dans les thèses votées par le Congrès :

« *Pour que les enseignements du passé permettent de mieux préparer l'avenir, pour que la jeunesse ouvrière connaisse le bilan de notre Parti, il est nécessaire d'entreprendre dans la prochaine période la rédaction d'une Histoire du Parti communiste français* » (*Cahiers du communisme*, juillet-août 1956, p. 391).

Les choses n'allèrent pas très vite. C'est en mai 1957 seulement que *Cahiers du communisme* (p. 659) annonça qu'« en

application des décisions du XIV^e Congrès national », le Comité central avait « élu une commission chargée de la rédaction de l'Histoire du Parti communiste français ».

Il fallut encore sept ans pour que parût, en 1964, aux Editions sociales, « *Histoire du Parti communiste français (manuel)* ».

On imitait jusqu'au sous-titre : *manuel*. Au verso du titre, il était mentionné : « *Ce manuel a été élaboré par la Commission d'Histoire auprès du Comité central du Parti communiste français. Ont participé à sa rédaction, sous la direction de Jacques Duclos et François Billaudoux...* ».

Suivaient dix-sept noms d'hommes et de femmes, dont quelques uns depuis se sont plus ou moins arrachés à l'aliénation de l'idéologie communiste.

*
**

Quinze ans plus tard — le PCF ayant, paraît-il, beaucoup changé — Georges Marchais restait fidèle à la notion d'une histoire officielle du Parti. Il lançait au 18^e Congrès du PCF (mai 1979) « *une invitation à étudier l'histoire de notre Parti, avec des méthodes rigoureuses, sans schématisme ni simplification d'aucune sorte* ».

« *Nous proposons au Congrès* », continuait-il, « *de décider la création d'une commission qui serait chargée d'animer ce travail, afin de préparer dans cet esprit la rédaction d'une histoire du Parti* » (*C.du.C.*, juin-juillet 1979, p. 64).

Le secrétaire général du Parti avait beau assurer tout aussitôt qu'il ne s'agissait pas « pour

nous, d'exercer un contrôle ou de limiter en quoi que ce soit la liberté de réflexion et de recherche », on croirait davantage à son libéralisme s'il s'était décidé à laisser faire les historiens, en leur disant seulement : « Les archives du Parti vous sont ouvertes ».

*
**

C'est très précisément la réflexion qui est venue à l'esprit quand on a appris par l'agence Tass que, le 12 octobre, Gorbatchev avait présidé « *une réunion consacrée à la préparation d'un livre sur l'histoire du Parti communiste soviétique* », projet qui date d'il y a deux ans déjà. Une commission a été désignée pour rédiger cet ouvrage et elle a reçu pour consigne de procéder à une « *analyse honnête et franche* » des causes qui ont provoqué « *les distorsions et déviations du concept léniniste du socialisme* » (*Le Monde*, 14-10-88).

Tout cela est bel et bien, mais on n'est pas vraiment « déstalinisé » quand on continue de croire qu'il doit y avoir une histoire officielle des déviations que le stalinisme aurait imposées au socialisme de Lénine. Et si l'historien constatait que ce n'étaient pas des déviations ?

Que Gorbatchev cesse donc de penser qu'il faut que le Parti impose la conception qu'il a de sa propre histoire. On ne lui demande que de ne plus apporter d'entraves au travail des historiens, ni à leur liberté de pensée et de parole, et de mettre à leur disposition les archives et autres matériaux qui leur sont nécessaires. Alors, *Glasnost* et *Perestroïka* auront fait un pas en avant.

René MILON

LA FALSIFICATION DES STATISTIQUES EN PAYS SOCIALISTE

Parlant de l'Union soviétique, les « *Izvestia* » du 12 octobre écrivaient : « *Il n'y a pas un autre pays dans*

le monde où les chiffres de l'économie nationale sont tellement incomplets, voire parfois tellement déformés qu'ils ne peuvent

(1) Titre de l'article : « *Sur les étapes de l'histoire du Parti communiste français et sa lutte pour la paix 1919-1939* ».

être comparés internationalement ». Le quotidien soviétique ajoutait que, durant des décennies, les statistiques de l'URSS ont suivi l'instruction suivante : « *Montrer par les chiffres combien nous vivons bien et travaillons bien* ».

Ce que disent les *Izvestia* (on ne saurait écrire qu'elles nous le révèlent) remet en mémoire une mésaventure survenue il y a trente ans à Charles Bettelheim et à quelques autres laudateurs patentés et serviles de tout ce qui portait le nom communiste.

Un peu déroutés — dépités aussi, sans doute — par ce Khrouchtchev qui avait osé lever le voile sur plusieurs aspects fâcheux de la réalité soviétique, ils reportaient tout leur aveuglement sur Mao Tsé Toung (selon l'orthographe d'alors) et son « *grand bond en avant* ». En octobre 1958, le gouvernement communiste chinois avait fait état des résultats prodigieux en fait de production, à la fois en ce qui concernait les cultures vivrières, le coton et l'acier. Dans cette foulée, le Comité central du PC chinois devait, en décembre, fixer pour 1959 des objectifs plus démesurés encore.

**

Ces nouvelles provoquèrent une joie sans réserve chez tous les compagnons de route. Pensez donc : un socialisme qui « marchait », comme on ne disait pas encore !

Comment se retenir de citer, parmi ceux qui se couvrirent alors de ridicule, une des intelligences les plus dévoyées et les plus malfaisantes de ce temps-là, René Dumont, auteur, entre autres, d'un livre fort peu objectif sous des apparences scientifiques, sur les réformes agraires en Chine : « *Révolution dans les campagnes chinoises* ». Il donna dans le *Monde* du 21 octobre 1958, un article d'où nous extrayons ces lignes qui valent l'anthologie :

« *Certes, je ne puis me porter personnellement garant de l'exactitude absolue de tous ces*

chiffres, quoiqu'ils soient officiels » (cette précaution n'est pas celle d'un homme de science, mais d'un journaliste qui, pressé d'être le premier à fournir une information, croit se mettre à l'abri de tout reproche en adonnant d'un vague conditionnel la nouvelle qu'il produit, tout invraisemblable qu'elle soit. C.H.), « *mais le faisceau de renseignements recueillis d'autre part (on verra plus loin près de qui—C.H.) est cependant assez concordant pour me permettre d'affirmer, sous ma propre responsabilité, qu'il s'agit là du progrès agricole le plus impressionnant depuis que le monde est monde* ».

Les prophètes socialistes n'avaient donc pas menti quand ils disaient que le socialisme, ce serait l'âge d'or, le pays de Cocagne, les fleuves de lait et les ruisseaux de miel ! On peut être certain — hélas ! — qu'en dépit des cruels démentis de l'histoire, toute nouvelle qui va dans ce sens, qui annonce les « temps nouveaux », la « parousie », le paradis sur terre, sera toujours accueillie comme vérité d'évidence, comme la confirmation attendue de leurs rêveries puériles par tous les gobe-mouche de l'utopie.

**

Pour donner du poids à ses propos, M. Dumont faisait appel aux témoignages d'autres « imbéciles utiles » (et heureux) de son espèce. *Asinus asinum fricat*. « *Les premiers résultats publiés, que me confirment oralement Henri Denis et Charles Bettelheim, tout récemment revenus de Chine, bouleversent toutes les données* ».

En fait de confirmation, Dumont ne faisait que jeter de la poudre aux yeux, et si grossièrement qu'on peut se demander si même un lecteur du *Monde* de ce temps-là pouvait se laisser prendre.

Que pouvait bien confirmer les sieurs Denis et Bettelheim, même revenant de Chine, sinon qu'on leur avait fourni à Pékin

les mêmes chiffres qu'aux correspondants de presse ? Ils ne disposaient assurément, du temps où ils se trouvaient en Chine, dans un petit coin de la vaste Chine, d'aucun moyen particulier pour vérifier (à supposer qu'ils en eussent eu envie) l'exactitude des affirmations officielles. La valeur de leur confirmation était donc strictement égale à zéro. Mais ces deux noms d'universitaires impressionnaient le lecteur, généralement trop pressé pour y aller voir de près.

C'est beau la science !

Patatras ! Une année ne s'était pas écoulée que, le 26 août 1959, le Bureau de statistique d'Etat de la Chine faisait savoir qu'il y avait maldonne : « *La Chine a enregistré, en 1958, une récolte unique dans son histoire, mais, faute de l'expérience nécessaire pour évaluer cette récolte sans précédent, les organes de statistique agricole ont surévalué les chiffres dans la plupart des cas. En même temps, la main-d'œuvre n'a pas été organisée pendant la récolte d'automne, de sorte que la moisson, le battage, les manutentions et le stockage ont laissé quelque peu à désirer. En conséquence, il s'est produit des pertes et la récolte n'a pas été conforme aux évaluations* » (1).

Il faut toujours se méfier des explications qui évoquent plusieurs bonnes raisons quand une seule suffirait. Si l'on en produit tant, c'est qu'on en sent la fragilité et qu'on ne veut pas donner la véritable...

Quoi qu'il en soit, ces aveux pékinois étaient forts gênants pour nos thuriféraires à la fois enthousiastes, imprudents et, de toute façon, malhonnêtes : ils

(1) La falsification des statistiques chinoises ne constitue pas une exclusivité de l'époque Mao Tsé Toung. Selon le « *Quotidien du peuple* » du 24 octobre 1988, les statistiques démographiques pour 1987 ont été délibérément falsifiées : le taux de natalité aurait été, cette année-là, de 14 pour mille au lieu des 10 pour mille annoncés. La raison de cette falsification résiderait dans le fait que les responsables provinciaux de la limitation des naissances risquaient d'être pénalisés si les résultats qu'ils transmettaient ne correspondaient pas aux objectifs du Plan.

n'avaient pas observé leur devoir de savant, qui est de soumettre toute information à un examen critique, et d'autant plus que le fait rapporté sort de l'ordinaire. L'encens qu'ils avaient prodigué risquait de les faire suffoquer.

Ce fut Charles Bettelheim, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études (eh, oui !), qui se dévoua pour justifier la bévue commune. Il publia dans « *Cahiers internationaux* » (déc. 1959—jan. 1960) — une revue mise par les communistes à la disposition des « compagnons de route » pour qu'ils puissent produire leurs élucubrations pro-soviétiques sous un label « non-communiste » — un article intitulé : « *Le bond en avant chinois et la révision des statistiques* » (notez que le *grand bond en avant* est devenu plus modestement le *bond en avant*) où l'on trouve l'un de ces raisonnements fallacieux dont Jean-François Revel a recueilli tant d'exemples dans son beau livre au titre un peu désenchanté : « *La connaissance inutile* » :

« *Les difficultés et les contradictions dans lesquelles un pays tomberait s'il publiait systématiquement des statistiques fausses et pêchant par exagération sont telles qu'il est impossible de penser qu'un gouvernement s'engage délibérément sur une telle voie. En fait, dans une économie soumise à des plans précis et élaborés en détail et où les statistiques ne sont pas destinées seulement à être étudiées, mais constituent des instruments de travail pour des dizaines de milliers d'individus, l'élaboration de statistiques de propagande est pratiquement impossible* ».

Il faudrait avoir connu Charles Bettelheim pour être sûr qu'il ne se moquait pas de ses lecteurs.

Cette hypothèse écartée, force nous est bien de reconnaître une manifestation de plus de cette tendance au sophisme qu'engendre la conviction, toute rhétorique, que la cohérence

d'un raisonnement suffit pour assurer l'exactitude de sa conclusion. Conviction contre laquelle, pourtant nous a mis en garde, depuis les plus beaux temps de la dialectique classique, le syllogisme parodique bien connu : « *Ce qui est rare est cher. Or, ce qui est bon marché est rare. Donc, ce qui est bon marché est cher* ».

L'autorité morale d'un gouvernement serait ébranlée si l'on s'apercevait que les statistiques qu'il a publiées étaient falsifiées, ou s'il était obligé d'en convenir. Or, un gouvernement veille toujours avec un soin jaloux sur son autorité. Il s'abstiendra donc de procéder à des falsifications dont la découverte inévitable le déconsidérerait.

Voilà un premier syllogisme implicite avancé par Charles Bettelheim. Ce à quoi on peut victorieusement objecter, non seulement qu'il y a bien des façons de faire mentir les chiffres, mais encore et surtout qu'un peu de despotisme arrange bien des choses, et que beaucoup de despotisme fait tout passer.

**

Autre syllogisme, lui aussi tout droit venu de Coucouvilleles-Nuées : la planification de l'économie nécessite une connaissance complète et précise de la réalité, fournie par des statistiques exactes. Or l'économie des pays socialistes est une éco-

nomie planifiée. Donc, les statistiques dans les pays socialistes sont nécessairement exactes.

A ce syllogisme, on pourrait en opposer un autre, assez sophistique lui-aussi, mais plus proche de la réalité : « Le bon fonctionnement d'une économie planifiée exige que le plan soit élaboré à partir de statistiques exactes. Or, les statistiques à partir desquelles le plan est élaboré en URSS ne sont pas exactes. Donc, l'économie planifiée ne fonctionne pas bien en URSS ».

Même si les déficiences de l'économie planifiée ne sont pas toutes dues (et de beaucoup s'en faut) à la mauvaise qualité des statistiques, on avouera que la conclusion de notre syllogisme semble plus voisine de la vérité concrète que celle à laquelle Charles Bettelheim nous invitait.

Monsieur le Directeur d'Études était d'autant moins excusable de raisonner comme un pot qu'à l'heure où il se livrait, le plus sérieusement du monde, à ses exercices de logique hilarante, il y avait alors au moins cinq ans que Khrouchtchev nous avait appris — nous aurait appris si nous ne l'avions déjà su — que, depuis quelque vingt ans, le gouvernement soviétique avait mis en circulation une masse de statistiques falsifiées, mensongères, destinées à donner une image trompeuse de la réalité. Claude HARMEL

MICHEL HELLER

SOIXANTE-DIX ANS QUI ÉBRANLÈRENT LE MONDE

*Histoire politique
de l'Union soviétique*

CALMANN-LÉVY



notes et informations

Football : professionalisme à la soviétique

Viacheslas Koloskov, qui dirige le département du football au Comité du sport soviétique, a récemment donné, dans « *Les Temps Nouveaux* », quelques explications sur le rôle de cette bureaucratie sportive. Ainsi, le règlement soviétique interdit à un joueur à signer un contrat de transfert pour un club étranger. Ce droit est exclusivement réservé au Comité du sport, qui possède également le droit absolu de fixer le salaire du joueur. Ce que cette réglementation représente en pratique, le quotidien « *The Washington Post* » en a fourni un exemple le 15 septembre dernier.

Le club italien « *Juventus* » a payé 5 millions de dollars pour obtenir le transfert en son sein du joueur soviétique Alexandre Zavarov. Sur cette somme, 1 million a été attribué au Fonds général du budget soviétique, 2 millions au Comité du sport soviétique et 2 millions au club de Zavarov « *Dynamo* » (Kiev). Quant au salaire de Zavarov, la « *Juventus* » doit le payer approximativement 150 000 dollars par an. Mais, conformément à la législation soviétique, cette somme sera versée au Comité du sport et celui-ci n'accordera à Zavarov qu'un salaire annuel allant de 1920 et 5750 dollars (ce qui revient, par mois, au minimum à 160 dollars et au maximum à 480 dollars) !

Depuis Marx, les communistes n'ont jamais cessé de stigmatiser, dans le capitalisme, la plus-value, le profit et l'exploitation de l'homme par l'homme. Que dire

de l'application de ces « lois économiques » sous le socialisme à la soviétique ?



Non, le KGB n'est pas au régime

« Perte de poids du KGB », ont conclu de nombreux spécialistes des problèmes soviétiques après le dernier plénum. Le président du Comité pour la sécurité de l'État, Viktor Tchebrikov, a été promu en effet au poste de Secrétaire du Parti chargé de la commission juridique. Or son remplaçant à la tête du KGB, Vladimir Krioutchkov, n'a pas été coopté au Bureau politique (BP), ni comme titulaire, ni comme remplaçant. « *Situation sans précédent depuis le début des années soixante-dix* », a écrit un soviétologue connu dans un grand journal parisien du soir.

Pourtant, en mai 1982, après la nomination de Iouri Andropov au poste de secrétaire du Comité central, son remplaçant à la tête du KGB, Vitali Tchebrikov, ne fut pas non plus admis au BP. En décembre 1983, Fedortchouk abandonna ce poste qui échet à Viktor Tchebrikov. Or Tchebrikov n'entra au BP, comme suppléant, qu'en 1983, un an après son entrée en fonction. Au total le KGB resta 19 mois sans être représenté au BP.

En réalité, au cours des trente dernières années, le seul président du KGB qui fut immédiatement admis au BP fut Andropov, en 1967. Mais il était précédemment secrétaire du Comité central, poste bien plus prestigieux. Sa nomination comme suppléant du BP (il devint titulaire en 1973)

fut en réalité une compensation pour la perte de son fauteuil au secrétariat.

Il semble donc que le poste de président du KGB n'ouvre pas automatiquement droit à un siège au BP. C'est le mérite personnel qui permet ensuite d'y accéder. Vladimir Krioutchkov, le nouveau président, qui dirigeait précédemment le premier Directorate principal du KGB chargé de l'espionnage et l'influence à l'étranger, devra faire ses preuves avant d'entrer dans le « saint des saints » du Parti.

Mais de même que le KGB n'a perdu aucune de ses prérogatives ni de son pouvoir pendant les 19 mois où il n'était pas représenté au BP, il semble illusoire de conclure aujourd'hui qu'il « perd du poids ». Au contraire, on note depuis quelques années que le KGB a tendance à devenir le réservoir des cadres du Parti.



La collectivisation des terres au Vietnam

Il n'y a pas si longtemps, nos historiens et géographes, faute d'une information suffisante, distribuaient leur enseignement sur les pays communistes, et souvent en toute bonne foi, à partir de données officielles qui étaient de pure propagande. Il est confondant, à ce propos, de relire ce qu'écrivaient nos manuels de géographie des années 50, et même 60, par exemple sur l'industrialisation de l'URSS, les plans quinquennaux, le développement des kolkhoses soviétiques, des « communes populaires » en Chine et autres « grands bonds en avant »...

Aujourd'hui, ne sont plus trompés que les professeurs qui le veulent, tant leurs sources d'information se sont améliorées. Ainsi, dans leur bulletin « *Historiens-Géographes* » de juillet-août 1988 (n° 319), Jean-Paul Charvet rend longuement compte de l'ouvrage récent du Vietnamien Lam-Thanh-Liem « *Collectivisation des terres,*

l'exemple du Mékong » (1), dont il note qu'on pourrait aussi bien l'appeler « 30 ans de réforme agraire au Sud-Vietnam ». L'auteur y décrit en effet dans le détail le processus et les résultats d'une part des réformes intervenues avant l'accession des communistes au pouvoir, d'autre part de la collectivisation opérée par ceux-ci après leur victoire.

Cette collectivisation nous est toujours décrite aujourd'hui, par la presse communiste, comme éminemment positive. L'auteur, qui avant de devoir s'exiler a travaillé pendant plusieurs années au ministère de l'agriculture de la République socialiste, montre qu'il n'en est rien et que le Vietnam ne fait pas exception aux autres pays du monde où les communistes ont collectivisé les terres : « *La Révolution, écrit-il, au lieu d'améliorer les conditions de vie des paysans, les appauvrit. Leur pouvoir d'achat depuis 1975 est en chute libre et leur niveau de vie en voie de reculer d'un demi-siècle en arrière...* » — résultat d'autant plus attristant que juste auparavant, le Vietnam venait de connaître des réformes agraires aux résultats bénéfiques. Ainsi, de 1954 à 1963, un nouveau statut du fermage fut instauré, le coût de la location des terres diminué. Puis, en 1970, une loi ambitieuse favorisa le démantèlement des grandes propriétés et l'accession à la propriété d'un grand nombre de petits fermiers, si bien qu'« *en 1975, le delta du Mékong se caractérise par un régime de petite propriété* », qui, contrairement à la situation antérieure, « *touche 90 à 95 % des propriétaires et 80 à 90 % des surfaces en rizières* ».

La victoire des troupes nord-vietnamiennes sur celles du Sud étant acquise, dès 1975 fut préparée la collectivisation des terres, qui intervint à partir de 1978. La production agricole baissa, et de

façon de plus en plus catastrophique, du fait de l'abandon progressif de terres cultivées, de la diminution des surfaces consacrées au riz, de la réduction des rendements, de l'amenuisement des élevages de porcs et de volaille... Pénurie et disette s'étendant, notamment dans les villes, une amorce de libéralisation intervint au début de la décennie suivante. Elle fut interrompue en 1983, année marquée par un retour en force du collectivisme, qui contraignit les derniers petits propriétaires-exploitants à s'intégrer au système coopératif. Ceux qui se faisaient prier, même lorsqu'ils avaient combattu dans les rangs de l'armée communiste, furent traités d'éléments « *réactionnaires* » et « *anti-socialistes* ». Quant aux conseillers des coopératives venus du Nord, certes idéologiquement bien formés, ils brillaient pour la plupart par leur incompetence technique, à quoi s'ajouta une corruption galopante. L'État, de son côté, prélevait jusqu'à 50 % des récoltes, voire davantage encore...

L'échec de la collectivisation des terres par les communistes du Vietnam est d'autant plus frappant qu'il peut être comparé non seulement à la réussite des réformes antérieures, mais aussi à celle des politiques agraires appliquées dans des pays asiatiques voisins, notamment au Japon, à Formose, en Corée du Sud, etc — politiques marquées par une extension de la petite propriété de type familial et par une augmentation rapide de la production, en même temps que par une nette amélioration des conditions de vie des exploitants.

Souhaitons que les historiens et géographes liront cet ouvrage magistral et y puiseront des éléments de réfutation, face à la propagande communiste qui continue à sévir dans leurs disciplines.

Socialisme = alcoolisme

Depuis longtemps, le degré très élevé de l'alcoolisme en Union soviétique et en Pologne est de notoriété publique. Une conférence scientifique, tenue récemment à Dresde (« *Financial Times* », 18 août), a sonné l'alarme pour deux autres pays socialistes, l'Allemagne orientale et la Hongrie.

En Allemagne orientale, de 20 à 30 % des citoyens adultes souffrent d'alcoolisme. Quant aux adolescents, plus de 90 % de ceux qui ont atteint leur quinzième année consomment une boisson alcoolisée plusieurs fois par semaine. La consommation d'alcool a triplé de 1950 à aujourd'hui, pour atteindre, par an, 11 litres d'alcool pur par habitant. Cette augmentation est due en bonne partie à l'ivrognerie, qui s'est beaucoup développée chez les femmes et les jeunes. Les Allemands de l'Est ont une habitude qui facilite cet alcoolisme : on apporte de l'alcool sur le lieu de travail (entreprise, bureau, etc) pour fêter l'anniversaire d'un « camarade », ces « fêtes » étant multipliées par le nombre des employés de cette unité de travail.

En Hongrie, l'alcoolisme n'est pas un vieux problème, comme en URSS et en Pologne, mais c'est dans ce pays qu'au cours des dernières années, la consommation d'alcool a connu la progression la plus rapide du monde. Cet alcoolisme explique en partie l'augmentation du taux de mortalité chez les hommes de 45 à 50 ans, taux qui est aujourd'hui parmi les plus élevés du monde.

Une autre calamité affecte la Hongrie : la toxicomanie. Selon l'hebdomadaire économique « *Oetelet* », le pays compte déjà 30 000 drogués, qui commettent divers délits pour se procurer la « marchandise ». Les cambriolages de pharmacies sont fréquents et 14 000 fausses ordonnances leur ont été présentées l'année dernière. La plupart des

(1) Lam-Thanh-Liem, « *Collectivisation des terres, l'exemple du delta du Mékong* », Paris 1986, Sédés éd., 114 pages.

500 « usagers » de la morphine et de la marijuana enregistrés sont des étudiants.

Comportement colonialiste de Cuba en Angola

L'Angola existe-t-il encore vraiment comme pays souverain, ou n'est-il devenu qu'une colonie — au mieux, un protectorat — de Cuba ?

Quand *Le Monde* consacre un article aux négociations de New-York sur l'Angola et la Namibie (15 juillet), qui écrit au journal pour parler de l'Angola ? L'ambassadeur de Cuba (*Le Monde*, 24 juillet).

Il y a mieux : Cuba passe actuellement avec la France et d'autres pays des contrats d'importation gagés sur des exportations de bois précieux... d'Angola !

Chine : L'homme, le capital le plus précieux ?

Selon la revue spécialisée *Air et Cosmos* du 15 octobre, « les autorités chinoises indiquent que 400 personnes ont été tuées, depuis trente ans, lors des essais effectués dans le cadre du développement de missiles et lanceurs spatiaux au centre de Jinqan, dans la province de Gansu ».

Le chiffre est énorme. Il est énorme dans l'absolu (ce n'est pas parce qu'il y a un milliard de Chinois, quatre fois plus que d'Américains, que le centre spatial chinois doit être quatre fois plus dangereux !). Il l'est plus encore si l'on songe que les Chinois n'ont jamais entrepris de vols habités : les dix accidents mortels de la politique spatiale américaine ont frappé des cosmonautes, jamais des techniciens et autres « rampants ». Les Soviétiques, de leur côté, ont avoué la mort de quatre cosmonautes, mais les spécialistes considèrent

que le nombre réel des victimes est plus élevé — sans cependant approcher le chiffre chinois.

La seule explication de cette hécatombe est qu'il y a eu des explosions, suite à une maîtrise insuffisante des carburants, et, sans doute, à un manque de précautions. On aura voulu — et ce « on » ne peut être que Mao lui-même — hisser la Chine, coûte que coûte, au rang de puissance spatiale, sans aucune considération pour les vies humaines. Politique véritablement pharaonique : la Chine de Mao était fidèle à la pratique de Staline, et non à son slogan sur « l'homme, le capital le plus précieux ».

L'URSS et l'apartheid sud-africain

On le sait trop, hélas ! plusieurs gouvernements occidentaux, dont le gouvernement français, semblent s'employer à décourager le gouvernement sud-africain dans sa politique de démantèlement progressif de l'apartheid. Comme si leur préférence allait à une solution révolutionnaire, supposée plus rapide, en vérité sanglante, dévastatrice et... inefficace, à moins d'un génocide radical — cela au plus grand dam et de l'humanité, et des intérêts de l'Occident.

Or, au même moment, peut-être sous l'effet de la « nouvelle pensée politique », les Soviétiques paraissent se préparer à jouer en République sud-africaine les « Messieurs Bons Offices » et à user de l'influence qu'ils exercent sur l'ANC (par l'intermédiaire du PCSA, mais aussi directement) pour provoquer l'amorce d'une issue négociée et pacifique à une situation dramatique (dont, plus lucides que d'autres, ils doivent sentir qu'elle est en pleine évolution, si lentement que ce soit, et pas dans le sens souhaité par les révolutionnaires).

L'AFP annonçait en effet, dans la première quinzaine de septembre, que se tiendrait à Munich, fin

octobre, sous l'égide de la fondation Friedrich-Neuman, une rencontre entre des dirigeants de l'ANC et dix-huit Sud-Africains, enseignants et hommes politiques, dont M. Wimpie de Klerk, frère du ministre de l'éducation nationale et responsable du Parti national pour le Transval. La dépêche ajoutait qu'une délégation soviétique participerait à cette rencontre et qu'elle comprendrait deux directeurs adjoints de l'Institut Africain de l'Académie des sciences de l'Union soviétique (*Le Monde*, 13-9-88).

Ce n'est pas supposer aux Soviétiques plus de machiavélisme qu'ils n'en ont (même si l'on incline toujours à prêter aux riches) que de penser qu'ils cherchent à exploiter une situation on ne peut plus propice pour eux. Rejeté par les Occidentaux (presque tous, en tout cas, mais ceux qui sentent l'absurdité de ce rejet n'osent pas le dire trop haut), le gouvernement sud-africain ne pourrait que considérer avec satisfaction une démarche soviétique qui irait dans le sens de l'apaisement. Tout anticommuniste qu'il soit, il n'hésiterait pas à accepter ce rapprochement s'il y voyait quelque profit. D'autres gouvernements l'ont bien fait avant lui, et d'ailleurs, le « gorbatchévisme » justifie bien des contacts hier encore condamnés. D'autre part, répétons-le, les Soviétiques ont la haute main sur l'ANC, dont la branche terroriste en particulier se désagrègerait rapidement sans l'appui logistique de l'URSS et de ses alliés.

La « nouvelle pensée politique » n'empêche nullement le pouvoir communiste de poursuivre sa politique de refoulement de l'Occident, et vraiment il serait bien bête de ne pas chercher à prendre en Afrique du Sud la place que les Occidentaux s'acharnent à perdre. Les « Lada » et autres voitures soviétiques qui circulent maintenant dans le pays à la place des « Peugeot », « Renault », etc, qu'on y voyait nombreuses naguère encore, n'illustrent-elles pas déjà ce processus ?

Le « racket » postal organisé

Tous les moyens sont bons aux Etats communistes pour se procurer des devises occidentales. Selon « Viet-Nam confidentiel » d'octobre 1988 (1), lorsque les Vietnamiens de France écrivent à des proches restés au pays, leurs lettres, même postées par avion pour un coût de 4,30 Frs l'unité, sont acheminées dans un délai de deux à trois semaines. Toutefois, s'ils passent par l'intermédiaire de « Vietnam Diffusion », un organisme officiel de Hanoï implanté en France, le délai est réduit à quatre ou cinq jours seulement. Mais il en coûte 70 Frs pour une lettre de 25 gr., destinée à Saigon (Ho Chi Minh Ville), et 10 frs de plus pour les autres villes, plus 10 frs pour toute nouvelle tranche de 25 gr.

Ce « racket » (le terme s'impose) est-il conciliable avec les règles de l'Union postale internationale, dont la poste vietnamienne est membre ? Bien sûr que non ! Mais comme c'est un pays communiste qui enfonce ces règles, une protestation, même timide, voire une simple demande d'explication, ne sont évidemment pas envisageables !

Niveau de vie : une comparaison entre Tchécoslovaquie et Autriche

Un journaliste du quotidien américain « libéral » (c'est-à-dire de gauche) « The Washington Post » a publié récemment (18 septembre) le résultat d'une enquête effectuée sur place et concernant le niveau de vie entre deux villes assez semblables, proches l'une de l'autre puisqu'éloignées seulement d'environ 60 kilomètres, mais appartenant à deux Etats différents : Cesky Krumlov, en Tchécoslovaquie et Freistadt, en Autriche.

Au lendemain de la deuxième

guerre mondiale, la situation matérielle était pire en Autriche qu'en Tchécoslovaquie. Celle-ci, à l'inverse de l'Autriche, n'avait eu ni soldats morts au front, ni villes et usines bombardées, ni pillage des « libérateurs » soviétiques. Ce n'est qu'en 1955 que les troupes soviétiques quittèrent Freistadt et à partir de cette date, les deux villes voisines connurent deux destins différents, la ville tchèque subissant un pouvoir communiste et une économie so-

cialiste, la ville autrichienne relevant d'une démocratie « bourgeoise » et d'une économie « capitaliste ».

vant d'une démocratie « bourgeoise » et d'une économie « capitaliste ».

Aujourd'hui, trente-trois ans après, la comparaison est éloquent. Le niveau de vie mesuré dans la ville autrichienne est bien supérieur à ce qu'il est dans la ville tchécoslovaque, comme ce tableau le démontre :

Pour acheter	un ouvrier moyen d'une usine doit travailler	
	à Cesky Krumlov :	à Freistadt :
— une livre de viande de bœuf	25 heures	1 heure
— une paire de chaussures	22 heures	11 heures
— une TV en couleur	565 heures	109 heures
— une automobile	4 130 heures	2 054 heures
— un logement de 3 pièces	43 487 heures	20 547 heures

Pour tous ces biens, viande mise à part, la qualité est en outre bien meilleure à Freistadt qu'à Cesky Krumlov.

Désinformation : à nouveau l'« arme ethnique » !

Nous notions, dans notre numéro 52 (mars 1988), qu'au début de cette année le bi-mensuel « Défense et Stratégie » édité par le Bureau soviétique d'information à Paris, reprenait la fable de l'« arme ethnique » que les Américains auraient mise au point et qui aurait la propriété singulière de tuer les Noirs, non les Blancs ; les Arabes, non les Juifs, etc.

Cette reprise d'un des thèmes utilisés ces dernières années contre l'Occident par les services soviétiques de désinformation constituait-elle le signe que la campagne sur ce thème allait être poursuivie ? Toujours est-il qu'un écrivain communiste de Suède, Mme Sara Lidman, a publié dans les colonnes du journal conservateur suédois Svenska Dagbladet, le 11 août 1988, un article sur le danger de « guerre génétique » que les Etats-Unis feraient courir au monde. Notre auteur précisait qu'elle visait l'« arme qui tue les

non-blancs et épargne les aryens ».

C'est au début des années 80 que les agences soviétiques Tass et Novosti, Radio-Moscou, etc, avaient répandu cette fable. En 1984, Tass avait précisé que l'« arme ethnique », mise au point conjointement par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, était inoffensive pour les Blancs et mortellement dangereuse pour les hommes de couleur africains, asiatiques, etc. L'agence soviétique précisait en outre qu'Israël avait testé l'arme en question avec succès sur des prisonniers de guerre arabes...

Qu'un journal conservateur suédois véhicule, même sous la plume d'un auteur connu pour son appartenance au mouvement communiste, des sornettes de ce genre qui se situent dans le droit fil de la campagne montée dans les années 50 sur la « guerre bactériologique » en Corée, en dit long sur les complicités dont les services soviétiques de désinformation disposent dans les organes d'information occidentaux.

(1) « Viet-Nam confidentiel », La voie nouvelle, 8 rue Flatters, 75005 Paris.

Le PCF, toujours dans les petits papiers du Kremlin

Edouard Chevardnadzé, Ministre des affaires étrangères de l'URSS, a passé trois jours à Paris. Une photographie publiée dans *l'Humanité* du 12 octobre nous le montre assis auprès de Georges Marchais en un lieu indéterminé - peut-être l'ambassade soviétique. La légende sous le cliché nous dit :

« Dans le cadre de sa visite officielle en France, Edouard Chevardnadzé, Ministre des affaires étrangères de l'URSS, a rencontré Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, accompagné de Maxime Gremetz. L'amical échange de vues a notamment porté sur les problèmes de la paix et du désarmement. La nécessité de continuer à déployer de grandes actions pour que de nouvelles avancées se concrétisent dans ce domaine vital pour l'humanité a été soulignée. De part et d'autre, a été affirmée la volonté de contribuer au développement de la coopération franco-soviétique dans l'intérêt mutuel des deux peuples, en utilisant pleinement les grandes potentialités existantes ».

Nous nous sommes souvent insurgés dans le passé contre cette pratique qui constituait une immixtion de l'URSS dans les affaires intérieures françaises, pratique qu'un gouvernement soucieux de sa dignité n'aurait pas dû tolérer. A la vérité, les communistes ont, comme toujours, procédé par étapes. Sauf erreur, la première rencontre entre un communiste soviétique en mission officielle en France, M. Khrouchtchev, et le secrétaire général du Parti communiste français, avait eu lieu presque par hasard. Il était assez naturel qu'un communiste soviétique eût voulu visiter la maison où Lénine avait vécu quand il était en France ; assez naturel aussi que, vue la qualité du visiteur, le propriétaire de la dite maison voulût lui en faire les honneurs : bref, la

rencontre en ce lieu du Premier secrétaire du PCUS et du Secrétaire général du PCF pouvait passer pour une politesse d'un conservateur de musée à un visiteur illustre.

La visite suivante marqua un pas de plus dans la voie de l'immixtion dans les affaires intérieures de la France. La rencontre fut ouvertement politique. Seulement, le Soviétique fit valoir sa double casquette : en tant que chef du gouvernement de l'URSS, il rendait au Président de la République une visite « d'État à État », tandis que c'est en tant que Premier secrétaire du PCUS qu'il rencontrait le Secrétaire général du PCF, dans une rencontre « de parti à parti ». Bref, juridiquement, c'était une visite privée en marge du voyage officiel. Cette fiction offrait au gouvernement français l'argument dont il avait besoin pour justifier son manque de courage - on pourrait user d'un autre terme - et laisser faire.

Finalement, très timidement et avec beaucoup de retard, les hommes d'État français, faute de pouvoir empêcher ce qui avait été si longtemps toléré, se décidèrent à rendre la pareille aux Soviétiques en rencontrant un certain nombre de dissidents soviétiques lorsqu'ils se rendaient en visite officielle à Moscou. Sans doute ont-ils commencé à le faire au temps de la « *perestroïka* », quand leur geste demandait moins de courage et produisait moins d'effet, mais enfin ils ont osé.

Faut-il voir une riposte des Soviétiques, et une espèce d'escalade, dans la formule dont a usé le rédacteur de *l'Humanité* ? Il n'a pas parlé d'une rencontre de « parti à parti ». Il a écrit que c'était « dans le cadre de sa visite officielle » que le ministre soviétique (dont n'était pas mentionné le titre dans le Parti - membre du C.C. -, ce qui donnait à entendre qu'il avait agi en tant que membre du gouvernement) avait non pas reçu, mais « rencontré » (ce qui suggère des rapports d'égal à

égal) Georges Marchais et Maxime Gremetz.

Sauf autorisation de la puissance invitante, le représentant officiel d'un gouvernement étranger ne peut pas rencontrer « dans le cadre de sa visite officielle » le chef d'un parti politique hostile non seulement à la combinaison ministérielle du moment, mais au régime, sans avoir l'air de le considérer comme le chef d'une espèce de contre-gouvernement - sauf à en avoir averti le gouvernement lui-même.

Quoi qu'il en soit, cette rencontre prouve que, « *perestroïka* » ou pas, le Parti communiste de l'Union soviétique continue à s'intéresser aux partis frères opérant en pays capitalistes ; prouve qu'il leur apporte publiquement un soutien politique, moral (sans préjudice de soutiens matériels éventuels) et qu'il combine avec eux des actions utiles à la politique extérieure de l'URSS.

Sur ce plan du moins, plus ça change et plus c'est pareil !

Notons au passage que l'article de *l'Humanité* qu'illustre la photo dont nous parlions plus haut rend compte de la deuxième journée de Chevardnadzé à Paris et qu'on n'y trouve que les points de vue du ministre soviétique.

L'Humanité reste bien la *Pravda* de Paris. Ici aussi, plus ça change et plus c'est pareil.

EST & OUEST

Mensuel de l'Association
d'Etudes Politiques Internationales
publié avec le concours
de l'Institut d'Histoire Sociale.

Directeur de la rédaction :
Morvan DUHAMEL

Principaux associés :
Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT,
Morvan DUHAMEL.

Rédaction-administration :
15, avenue Raymond Poincaré
75 116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 26 francs
Abonnement annuel : 280 francs
Etranger : 370 francs



livres

Les enfants de Lénine et du rock

Comment vivent les Soviétiques, et en particulier les jeunes Soviétiques ? Il n'est pas facile de le savoir. Aller là-bas ne suffit pas : on ne peut pas enquêter librement, et on ne voit que des cas particuliers. La sociologie soviétique, science toute jeune et fort discrète, n'est pas d'un grand secours. Restent les journaux, source à considérer aussi avec prudence, mais de plus en plus riche cependant. Virginie Couloudon a combiné le premier et le troisième moyen pour nous donner un livre remarquablement vivant, précis et informé (1).

Longtemps, en effet, certains sujets étaient exclus des journaux : il n'y avait en U.R.S.S., à en croire le silence de sa presse, ni accidents, ni toxicomanie, ni prostitution, ni tensions ethniques ou raciales... Peu à peu, et surtout — « transparence » oblige — depuis que Gorbatchev est là, l'ampleur des disfonctionnements du système communiste commence d'être avouée à travers les « faits de société » et le courrier des lecteurs.

Il en ressort l'image d'une crise générale de la jeunesse. Certes, l'encadrement reste aussi solide que possible. V. Couloudon rappelle ce que savent les lecteurs d'*Est & Ouest*, mais que le grand public occidental ne mesure pas : l'obsession de propagande depuis le jardin d'enfants, la militarisation (croissante sous Brejnev) et l'entraînement continu, le contrôle politique constant, facilité par la pénurie, qui mesure l'accès à l'Université, aux vacances et au (relatif) bien-être, proportionnellement aux marques de docilité.

De tout cela, résulte néanmoins, pour la masse des jeunes, un immense « ras-le-bol ». V. Couloudon en détaille les manifestations. Malgré la loi Gorbatchev de 1985, d'ailleurs récemment assouplie, l'alcoolisme et en particulier l'alcoolisme précoce, demeure un fléau national ; « au tord-boyaux » restera la raison sociale de l'U.R.S.S. tant qu'elle ne s'attaquera qu'aux effets et non aux causes, qui renvoient elles-mêmes à une crise plus générale. En attendant, la consommation d'ersatz empoisonne la population plus encore que celle de la vodka.

Plus grave encore, et plus spécifique à la jeunesse, est la toxicomanie. Comme l'alcool, la drogue est un moyen de fuite pour une jeunesse sans espérance, lasse des vieux mensonges et de la contrainte. La pénurie, dont souffre toute la population, est ressentie par les jeunes, en plus, comme une exclusion : tel est l'effet classique du manque de logements. Et, à cette hétérogénéité générale de la jeunesse, la guerre d'Afghanistan a ajouté la difficulté de réintégrer dans la société une nouvelle catégorie, celle des jeunes anciens combattants traumatisés par ce qu'ils ont vu.

Au pessimisme de ce tableau — que l'auteur se garde de noircir par des commentaires —, on objectera peut-être que la jeunesse cause les mêmes soucis aux pays libres : ce serait méconnaître une différence d'échelle de la crise et une différence de nature de la société, à qui, en Occident, la liberté permet une auto-régulation.

On pourra dire aussi qu'en U.R.S.S., la pénurie, et même la contrainte, ne sont plus ce qu'elles étaient sous Staline, évidemment, ni même sous ses proches successeurs. Mais c'est précisément parce que le couvercle pèse un peu moins que la marmite bouillonne davantage ; quant à la pénurie, elle devient de plus en plus anachronique dans un grand pays industriel à la fin du XX^e siècle. Les Soviétiques vivent encore dans les restrictions que l'Europe occidentale a connues pendant la guerre et oubliées depuis des décennies.

Or, de plus en plus, les jeunes Soviétiques ont la possibilité de comparer leur sort avec celui des autres jeunes du monde industrialisé. V. Couloudon n'a pas tort d'insister sur la puissance explosive de la musique rock, dans laquelle communient tous les jeunes du monde. Face à cette vague, le régime a commencé par réagir de façon totalement négative : c'est une musique de fous, elle détruit les tympans, elle est « satanique »...

Mais répression et propagande ne venant pas à bout de ce phénomène de société, on a essayé ensuite une tactique plus subtile : diviser l'adversaire en faisant la part du feu. Il y a donc désormais, pour le pouvoir soviétique, de bons et mauvais rockers. Les bons chantent en russe et leurs paroles ne sont pas subversives : ils sont donc autorisés à se produire et même on les envoie en concert à l'étranger, comme preuves vivantes de la libéralisation du régime. Les mauvais sont brimés ; on espère ainsi détourner le courant, le faire servir, bon gré mal gré, à tourner la meule du communisme — évolution caractéristique des nouvelles méthodes de gouvernement de l'U.R.S.S.

La bonne traduction de *perestroïka* serait-elle tout simplement : récupération ?

Denis LECORBENOIS

(1) Virginie Couloudon : « Génération Gorbatchev », préface de Michel Heller. Ed. Jean-Claude Lattès.